

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
ENTAME UNE VISITE D'ÉTAT
À LA SLOVÉNIE

**Le renforcement
de la coopération
à l'ordre du jour**

P 3

ÉLABORÉE PAR LE HAUT-COMMISSARIAT
À LA NUMÉRISATION

La stratégie «Algérie numérique 2030» dévoilée

La Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, a supervisé, hier à Alger, la présentation de la Stratégie nationale de transformation numérique (SNTN) qui constitue la première référence nationale encadrant le processus de concrétisation de cette transition. P 3



GÉNÉRALISATION DU
RÉFÉRENTIEL NATIONAL
D'ADRESSAGE

**L'ASAL contribuera
à la réussite du projet**



L'Agence spatiale algérienne (ASAL) «va déployer ses unités opérationnelles» pour mener à bien et réussir le projet du référentiel national d'adressage (RNA), initié par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

P 2

DE NOUVEAUX DÉCRETS SONT
EN COURS D'ÉLABORATION

**Le statut de
l'auto-entrepreneur
bientôt renforcé**

La Secrétaire générale du ministère de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Nacima Arhab, a affirmé, lors de la clôture du premier Salon de l'Auto-entrepreneur, que de nouveaux textes d'application de la loi sur les marchés publics seront prochainement promulgués, renforçant ainsi le statut de l'auto-entrepreneur dans l'économie nationale.

P 5

OUVERTURE DE DEUX
BANQUES ALGÉRIENNES
EN MAURITANIE
ET AU SÉNÉGAL

**Un atout pour
l'intégration
économique
africaine**

Les participants au Forum africain d'investissement et du commerce (AFIC), ont mis en avant, dimanche à Alger, l'apport des deux banques algériennes activant en Mauritanie et au Sénégal, et qui représentent un atout pour l'intégration économique africaine, soulignant, d'autre part, la nouvelle dynamique que connaissent le partenariat et la coopération économique entre l'Algérie et les pays du continent dans divers secteurs.

P 5

DEMANDES DE CARTES GRISES POUR LES
VÉHICULES IMPORTÉS DE MOINS DE 3 ANS

**Les propriétaires invités à
se rapprocher des services
d'immatriculation** P 4

PÉTROLE

**Le Brent à près
de 66 dollars** P 4

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

**Plus de 65.000 qx de
céréales attendus à
Touggourt** P 16

BATNA
**Réception de
plusieurs
structures au
centre
universitaire de
Barika**

Le centre universitaire "chahid Ahmed abderazak Hamouda (Si El Houès)" de la wilaya déléguée de Barika (Batna) vient de se renforcer de plusieurs nouvelles structures, a-t-on appris lundi auprès de sa directrice, Pr. Chahira Boulahia. Mises en exploitation au cours des dix premiers jours de mai courant, ces structures sont des blocs de 2.000 places pédagogiques, un groupement administratif, des laboratoires et un amphithéâtre, a précisé à l'APS la même responsable. Ces réalisations nouvelles s'inscrivent dans le cadre des préparatifs de la prochaine année universitaire 2025-2026 en vue d'atténuer la pression sur les structures pédagogiques existantes du centre qui dispose désormais de 4.000 places pédagogiques, a précisé Mme Boulahia. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek a présidé dernièrement le lancement des travaux de réalisation d'un puits artésien au sein de ce centre universitaire destiné à l'alimentation en eau potable et avait annoncé à l'occasion l'inscription d'un projet d'aménagement extérieur pour cet établissement du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Ouvert durant l'année universitaire 2011-2012 avec une capacité de 2.000 places pédagogiques, cet établissement universitaire de la wilaya déléguée de Barika a été promu en 2016 en centre universitaire avec actuellement une capacité de 4.000 places pédagogiques.

GÉNÉRALISATION DU RÉFÉRENTIEL NATIONAL D'ADRESSAGE

L'ASAL contribuera à la réussite du projet

L'Agence spatiale algérienne (ASAL) «va déployer ses unités opérationnelles» pour mener à bien et réussir le projet du référentiel national d'adressage (RNA), initié par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Par Selma R

C'est ce que Mohamed Seddiki, responsable au sein de l'ASAL a affirmé hier à l'ouverture des ateliers de formation pour la généralisation du RNA à travers quatre wilayas pilotes à savoir Bouira, Sidi Bel Abbès, Constantine et Ouargla. Il a en effet, exprimé l'engagement de l'agence à veiller à travers le déploiement de ses unités opérationnelles, à réussir ce projet qui est le fruit d'une coopération et d'une coordination efficace avec les autres partenaires. «A travers le centre des techniques spatiales (CTS) d'Arzew à Oran, le centre des applications spatiales (CAS), et l'école nationale supérieure des sciences géodésiques, et des techniques spatiales (ENSSGTS), l'ASAL poursuivra les efforts de la promotion du RNA, en améliorant son contenu et la qualité de ses données grâce aux capacités de l'agence en matière de surveillance spatiale via les sa-

tellites», a souligné Seddiki. Dans son intervention, l'orateur a loué les efforts consentis par les différentes parties pour réussir cette session de formation qu'abrite depuis dimanche la bibliothèque principale de la ville de Bouira avec la participation de représentants du ministère de l'Intérieur, ainsi que des délégations des wilayas de Sidi Bel Abbès, Constantine, Ouargla, et des chefs de Dairas et présidents des assemblées populaires communales (APC) de la wilaya de Bouira. Le représentant de l'ASAL a mis en valeur «la coopération, et le travail participatif» qui implique les différents partenaires pour atteindre les objectifs de développement», relevant que le projet du RNA est «le fruit d'efforts intensifs et d'une coordination générale et efficace entre plusieurs acteurs». «Ce système constitue un noyau important et essentiel dans le processus de développement local et durable, car il permet d'améliorer le système de gestion urbanistique et de la gou-

vernance locale», a estimé M. Seddiki. Et d'ajouter: «le RNA est un projet à dimension nationale et stratégique, et il constitue une priorité dans le programme spatial national», notant l'engagement de l'ASAL dans la formation qui permettra d'encadrer et qualifier les compétences locales d'ingénieurs et de techniciens pour développer ce projet. Dans une déclaration faite dimanche à l'ouverture de cette session de formation, Mme Amel Djouamaâ, directrice de la gouvernance locale au ministère de l'Intérieur, avait annoncé la mobilisation d'un montant de 664 millions de dinars pour généraliser le projet du RNA dans sa première phase qui concerne les quatre wilayas pilotes. «Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan du gouvernement dans son volet lié à la modernisation du service public pour l'adapter aux mutations numériques connues sur le plan national et international», avait indiqué la représentante du ministère de l'Intérieur.

ORAN

La transition et l'efficacité énergétiques au cœur du SNEE7

La transition et l'efficacité énergétiques étaient au cœur des débats tenus lors du 7e Symposium national de l'économie de l'énergie et de l'efficacité énergétique (SNEE7), organisé à Oran. Avec trois panels sur les thèmes: «Etat de la transition énergétique entre programme ENR et PNME», «Transition énergétique et changement climatique» et «efficacité énergétique, un pilier de la transition énergétique», les intervenants, des experts dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables, ont mis en avant les efforts de l'Etat en matière d'efficacité et de transition énergétiques, tout en

traçant les perspectives. Le PDG de «Cluster Green Energy Algeria», Boukhalta Yaici, qui a présenté une communication intitulée «Développement des énergies renouvelable: point, étapes et opportunités d'investissement», a mis l'accent sur l'importance stratégique de la transition énergétique en Algérie. L'Algérie, selon l'intervenant, dispose d'un potentiel solaire et éolien considérable, encore largement sous-exploité, qui pourrait attirer de nombreux investisseurs nationaux et étrangers. Boukhalta Yaici a également évoqué les progrès réalisés dans le secteur, tout en reconnaissant que de nombreux

défis subsistent, notamment en matière de financement, de formation de la main-d'œuvre qualifiée et d'accès au réseau électrique. A ce propos, il a encouragé la création de partenariats entre les startups locales et les entreprises internationales, afin de favoriser le transfert de technologie et le développement de solutions innovantes adaptées au contexte algérien. Pour sa part, le Directeur opération formation et communication de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Moussaoui Tahar, a présenté une communication sur "le Programme national de maîtrise de

l'énergie (PNME) et focus sur la plateforme PDIP". Dans ce contexte, il a rappelé que les inscriptions pour bénéficier des aides financières de l'Etat, dans le cadre du nouveau Programme national de maîtrise de l'énergie (PNME) ont été ouvertes, à la fin de l'année 2024, via la plateforme numérique de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE). Ce programme vise, selon la même source, les secteurs les plus énergivores, notamment l'industrie, le transport et le bâtiment, avec un programme spécifique pour chacun de ces secteurs. (

TIZI-OUZOU

Formation sur la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat

Une formation sur la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat, visant à renforcer la visibilité du produit artisanal algérien sur le marché notamment extérieur, est organisée à Tizi-Ouzou par la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), a-t-on, appris lundi auprès de cette institution. Initiée en collaboration avec la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de Tizi-Ouzou et abri-

tée par le centre de formation professionnelle Khodja Khaled de Boukhalfa, la première session de cette formation regroupe 12 artisans, a indiqué à l'APS le directeur de la CAM, Azzedine Abdous. Cette session, qui sera clôturée le 15 mai 2025 au centre de formation professionnelle Khodja Khaled Boukhalfa de Tizi-Ouzou, comprend un programme de formation défini par l'Institut national de formation et d'enseignement professionnels Kassi Tahar,

a-t-il précisé. Divers aspects liés à la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat algérien sont au menu, dont la promotion et la présentation à l'échelle nationale et internationale des produits algériens, les techniques de vente et de communication, le packaging, les stratégies d'augmentation des ventes en plus de cours d'anglais technique pour les artisans, a informé M. Abdous. L'objectif principal de cette initiative est de renforcer les

capacités des artisans dans la valorisation de leurs produits, de les initier aux techniques modernes de marketing et de promotion adaptées aux marchés nationaux et internationaux, et de mettre en avant les spécificités des produits de l'artisanat algérien, a noté le directeur de la CAM. Cette formation s'inscrit dans une démarche nationale de soutien et de promotion de l'artisanat traditionnel algérien, a-t-il noté.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ÉLABORÉE PAR LE HAUT-COMMISSARIAT
À LA NUMÉRISATION

La stratégie «Algérie numérique 2030» dévoilée

La Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, a supervisé, hier à Alger, la présentation de la Stratégie nationale de transformation numérique (SNTN) qui constitue la première référence nationale encadrant le processus de concrétisation de cette transition.

Par Z R.

Cette stratégie incarne l'ambition de faire de l'Algérie un leader continental en matière de transformation numérique, à travers une connectivité de haute qualité pour tous, des services publics entièrement numérisés et une économie numérique nationale créatrice de richesses, avec la dimension sociale préservée.

Lors d'une journée d'information organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sous le thème «Pour une Algérie numérique 2030», Mme Benmouloud a indiqué que «l'importance majeure accordée au dossier de la numérisation par le président de la République qui suit en personne son avancement, témoigne de la forte volonté politique animant la plus haute autorité du pays en vue de réaliser une transition numérique globale en Algérie». Et d'ajouter que l'élaboration de la SNTN figure parmi les projets stratégiques auxquels le Haut-Commissariat à la Numérisation s'est engagé depuis sa création, étant «la première référence nationale encadrant le processus de concrétisation de cette transformation dans notre pays».

Elle a, à cet égard, précisé que la transformation numérique en Algérie reposait sur «une approche participative globale impliquant tous les secteurs ministériels, les experts, les acteurs et les opérateurs économiques dans le domaine de la numérisation».

Le contenu de cette stratégie, a-t-elle pré-

cisé, repose sur «l'amélioration du bien-être du citoyen et des institutions, en facilitant et en accélérant les différentes opérations, en garantissant une connectivité de haute qualité pour tous, en assurant des services publics numérisés facilement accessibles, et en développant une économie numérique nationale créatrice de richesse».

Les cinq axes principaux de la SNTN

La Stratégie Nationale de la Transformation Numérique est basée sur cinq (05) axes stratégiques, dont deux sont considérés comme la base essentielle pour la réussite de la transformation numérique dans notre pays. Il s'agit de «l'infrastructure de base», constituée principalement de réseaux d'interconnexion de haute qualité et de centres de données, et «les ressources humaines, la formation et la recherche et développement». Quant aux trois autres axes, ils ciblent respectivement les composantes de l'Etat, à savoir : les autorités publiques qui gouvernent et administrent à travers l'axe de «la gouvernance numérique», l'économie créatrice de richesse à travers l'axe de «l'économie numérique», et la société civile pour atteindre l'inclusion numérique à travers l'axe de la «société numérique».

En effet, chaque axe comprend un ensemble d'objectifs stratégiques, totalisant vingt-cinq (25) objectifs à atteindre, durant la période de 2025-2030. Ces objectifs aspirent à réaliser un nombre de valeurs telles que : la transparence et l'efficacité dans la gestion, la justice et l'équité visant à stimu-

ler l'économie nationale et garantir un développement socio-économique durable. Quant aux fondements de la Stratégie Nationale de la Transformation Numérique, ils résident d'une part dans l'aspect juridique et réglementaire global qui organise, encadre et régule le domaine du numérique dans notre pays à travers la loi sur le numérique, que le Haut-Commissariat à la Numérisation, s'attèle actuellement à élaborer avec la participation de tous les secteurs concernés par ce domaine.

D'autre part, cette stratégie portant sur la sécurité numérique, qui constitue un fondement essentiel et crucial pour assurer la protection de ces axes en vue de sécuriser les données et les systèmes contre les menaces cybernétiques, il est pris en charge dans le cadre de la stratégie nationale de la sécurité des systèmes d'information 2025-2029, adoptée par le conseil National de la Sécurité des systèmes d'information. Et ainsi, « nous sommes résolus à aller de l'avant pour atteindre les objectifs sus-cités et réaliser les nobles aspirations de notre pays, une réalité que l'Algérie vivra avec succès, en accomplissant sa transformation numérique grâce aux bonnes volontés, aux intentions bienveillantes et les efforts de tout un chacun ».

En conclusion, ce document de référence a traduit les éléments fondamentaux de la Stratégie Nationale de la Transformation Numérique. Il a permis de présenter la vision stratégique - Algérie numérique 2030, en mettant l'accent sur les valeurs et les principes directeurs relatifs au contexte national.

LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE DROGUE

L'État renforce son arsenal juridique

Par R E.

La lutte contre le trafic de drogue se durcit et l'Etat sévit drastiquement pour éradiquer le fléau social qui gagne en ampleur dans la société algérienne, tout âge compris. En effet, un projet de loi est soumis à l'APN à l'objet de cerner le problème tout en protégeant les mineurs, enrôlés malgré eux dans l'engrenage de la vente de la drogue ou sa consommation. C'est ce qu'a annoncé hier le chef service de psychiatrie pédiatrique à l'EHS de Chéraga (Alger), le Professeur Abdelkrim Messaoudi, sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio algérienne.

Il a estimé que « cette loi vient à juste titre pour renforcer le dispositif juridique et mettre un terme au processus de complication d'une situation où les enfants sont rongés par ce phénomène qui s'étend dans les rues et en milieu scolaire ».

Le projet de loi prévoit, en effet, un durcissement des peines qui peuvent aller jusqu'à 30 ans de prison, voire la peine de mort en cas d'incitation et/ou utilisation des mineurs aux abords des écoles, a-t-il fait savoir. Cette loi vient justement, dit-il, « renforcer » et « fixer les charges à tous les niveaux de ce fléau ».

« Parmi ses articles, la protection des mineurs et des personnes en difficultés car, explique le spécialiste, il a été constaté sur le terrain certaines situations où les mineurs font l'objet d'abus pour les utiliser soit en matière de consommation ou pour la vente de drogue ».

Ce qui est intéressant dans cette loi, selon lui, « elle clarifie et fixe à la fois les règles sur le plan juridique ou en matière de prise en charge, de prévention et des soins à prodiguer aux personnes en situation compliquée ».

Parmi les dispositions de ce projet de loi, figure la réglementation des examens périodiques en milieux du travail et scolaire. Selon l'orateur, « cette loi permettra, en effet, des tests anti-drogue à l'embauche et permettra également à l'employeur de procéder au contrôle de ses employés ».

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ENTAME UNE VISITE D'ETAT À LA SLOVÉNIE

Le renforcement de la coopération à l'ordre du jour

Synthèse R E.

Les relations bilatérales entre l'Algérie et la Slovénie ont connu ces dernières années une évolution notable et une dynamique positive, impulsées par une volonté commune de renforcer leur coopération bilatérale et multilatérale. En consécration de la forte volonté des dirigeants des deux pays et de leur aspiration commune à renforcer les relations bilatérales et à les hisser à des perspectives plus larges, la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à partir de ce lundi (hier Ndlr), en Slovénie, à l'invitation de son homologue, Mme Natasa Pirc Musar se veut une occasion d'approfondir la concertation politique sur la coopération bilatérale et les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

La dynamique de ces relations s'est traduite ces dernières années par l'ouverture de deux ambassades dans les capitales des deux pays, et par l'échange de visites de haut niveau. A cela s'ajoutent aussi le renforcement de la coopération

bilatérale et la poursuite de la coordination sur les positions et vues concernant diverses questions internationales et régionales, dans un cadre de soutien mutuel entre les deux pays, notamment au sein du Conseil de sécurité des Nations unies où ils siègent en tant que membres non permanents. L'Algérie et la Slovénie partagent les même vues concernant les questions internationales et régionales d'intérêt commun. Les deux pays sont également en coordination étroite dans tous les fora internationaux, ce qui se reflète dans leur engagement commun à relever les défis internationaux actuels et à rechercher des solutions pacifiques aux conflits. Les deux pays affichent aussi une position unifiée en faveur de la question palestinienne juste, outre leur soutien aux efforts du secrétaire général des Nations unies et de son envoyé personnel pour parvenir à un règlement juste, durable et définitif de la question du Sahara occidental, dans le cadre du respect du principe du droit des peuples à l'autodétermination, un principe essentiel et d'une importance historique pour les deux pays.

Dans le cadre de cette vision consensuelle, et à l'occasion de la visite du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, à Ljubljana en novembre 2023, le président de la République a souligné, dans un message adressé à son homologue slovène, sa volonté d'œuvrer de concert avec elle pour exploiter toutes les opportunités offertes afin de hisser les relations algéro-slovènes aux plus hauts niveaux.

De son côté, la présidente slovène s'est félicité, dans un message de félicitations adressé au président de la République à l'occasion de sa réélection pour un second mandat en septembre dernier, des relations bilatérales "privilégiées" entre les deux pays, exprimant le vœu de poursuivre le travail avec lui, à la lumière des réalisations de l'Algérie sur les plans bilatéral et multilatéral, notamment au Conseil de sécurité. M. Attaf avait effectué plusieurs visites dans ce pays ces dernières années, lors desquelles il a mis en avant "la fierté des deux parties de la dynamique que

connaissent les relations bilatérales aussi en termes d'intensification du rythme d'échange de visites au plus haut niveau que de l'accroissement de la coopération bilatérale et de l'élargissement de la base de ses priorités".

Dans le même sillage, le Premier ministre slovène, M. Robert Golob avait effectué, en mai 2024, une visite officielle en Algérie au cours de laquelle il a été reçu par le président de la République, lui faisant part, à cette occasion, de la satisfaction de son pays quant au niveau de la coopération bilatérale, couronnée, à cette période, par la signature de plusieurs accords englobant plusieurs domaines, dont un accord de coopération entre les deux gouvernements portant exemption réciproque de visas de courts séjours pour les titulaires de passeports diplomatiques, ainsi que des mémorandums d'entente concernant les secteurs de l'énergie, de l'environnement, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'intelligence artificielle, en convenant également de la création d'une commission mixte entre les deux pays.

MONNAIES

Le dollar rebondit

Le dollar remontait en force lundi, après l'annonce par Pékin et Washington de la suspension pour 90 jours de la majeure partie des droits de douane prohibitifs qu'ils s'étaient mutuellement imposés, et qui suscitaient des craintes pour leurs économies respectives. Cette suspension prendra effet d'ici le 14 mai, et ramènera provisoirement les droits de douane américains sur la Chine à 30% et les droits de douane chinois sur les Etats-Unis à 10%, pendant la poursuite des tractations entre les deux pays, a expliqué le représentant américain au Commerce, Jamieson Greer, lors d'une conférence de presse à Genève. Après deux jours de négociations, cette annonce marque une désescalade dans leur conflit commercial, après que Washington ait imposé en plusieurs vagues une surtaxe d'un montant total de 145% sur les marchandises en provenance de Chine. Pékin avait riposté en imposant 125% de surtaxes sur les produits américains. "Il s'agit d'un soulagement substantiel pour les deux économies", a expliqué un analyste, qui note que "la Chine étant le premier exportateur de biens de consommation vers les Etats-Unis (environ un quart), cette réduction tarifaire atténuera sensiblement la pression" sur les consommateurs américains. Le billet vert grimpait de 1,06% vis-à-vis de l'euro, à 1,1131 dollar, et regagnait 0,87% par rapport à la livre, à 1,3191 dollar. Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, prenait 1,06%, à 101,398 points, revenant à ses niveaux d'il y a un mois. Par rapport au billet vert, des valeurs refuge qui avaient profité de la tempête douanière retombent particulièrement lourdement. L'or chutait de 2,93% à 3.227,50 dollars l'once, tandis que le yen japonais s'écroule de 1,68% et le franc suisse perd 1,34%.

DEMANDES DE CARTES GRISES POUR LES VÉHICULES IMPORTÉS DE MOINS DE 3 ANS

Les propriétaires invités à se rapprocher des services d'immatriculation

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a invité, dimanche dans un communiqué, les propriétaires des véhicules importés de moins de trois ans, à se rapprocher des services d'immatriculation au niveau des communes de leur résidence, en vue de demander la délivrance des cartes grises de leurs véhicules. "Dans le cadre des dispositions du décret exécutif 23-74 du 20 février 2023, fixant les conditions et les modalités de dédouanement et de contrôle de conformité des véhicules de tourisme et utilitaires d'occasion acquis par les particuliers résidents, les propriétaires des véhicules importés de moins de 3 ans qui n'ont pas encore finalisé les formalités de leur immatriculation, sont invités à se rapprocher des services d'immatriculation, au niveau des communes de leur résidence, à l'effet de demander la délivrance des cartes grises de leurs véhicules", précise le communiqué.

Selon le calendrier, l'opération concernera, à compter du 12 mai 2025, les véhicules dédouanés depuis la date de publication du décret exécutif 23-74 susmentionné jusqu'au 31 décembre 2024, et à partir du 22 juin 2025 pour les véhicules dédouanés depuis le 1er janvier 2025". En vue de parachever cette procédure, «les concernés doivent être munis d'un dossier réglementaire comprenant l'original du certificat d'immatriculation du véhicule à l'étranger ou tout autre document équivalent et l'original du certificat de dédouanement (modèle 846), délivré par les services des Douanes compétents». Le dossier doit également comporter «l'original de la déclaration en douane relative au dédouanement du véhicule, l'original du PV de contrôle de conformité délivré par le service des mines territorialement compétent, une copie de la facture d'achat et/ou du contrat de vente, une carte de résidence pour le citoyen algérien,

ainsi que le timbre fiscal approprié». La même source a souligné «l'obligation de présenter la carte nationale d'identité biométrique électronique afin de permettre le téléchargement électronique des données d'identité qu'elle contient", précisant que «les concernés sont dispensés de fournir le formulaire de demande d'immatriculation, automatiquement généré par les services compétents via le système d'information du fichier national d'immatriculation des véhicules». Concernant le propriétaire du véhicule résident de nationalité étrangère, «les documents précités doivent être accompagnés d'une copie du passeport en cours de validité, d'un acte de naissance et d'un document justifiant la résidence délivré par les services compétents de la Sûreté nationale territorialement compétents ou, le cas échéant, d'une copie de la carte de résident étranger en cours de validité».

58^e ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L’UNION ARABE DU FER DE L’ACIER

Participation de la société nationale de Sidérurgie (SNS)

La Société Nationale de Sidérurgie (SNS) a participé activement aux travaux de l'Union Arabe du Fer et de l'Acier, qui se sont tenus à Nouakchott, capitale de la République Islamique de Mauritanie, a annoncé la SNS dans un communiqué. L'événement comprenait la réunion du Conseil d'administration ainsi que la 58^e Assemblée générale, avec la participation de représentants de 45 entreprises de premier plan du secteur du fer et de l'acier issues de divers pays arabes, et a été chaleureusement accueilli par la société mauritanienne «SNIM». Au cours de cette session, une

nouvelle direction de l'Union a été élue pour la période 2025-2029. L'ingénieur Ahmed Ezz, président de la société Ezz Steel – Égypte, a été élu président du Conseil d'administration, ajoute la même source, notant que quatre entreprises ont été désignées vice-présidentes, parmi lesquelles la Société Nationale de Sidérurgie – Algérie (SNS), confirmant ainsi son rôle central dans le ren-

forcement de l'intégration industrielle arabe et sa place de choix dans le système de production et de développement de la région. L'Assemblée générale a également renouvelé sa confiance en Dr. Kamal Djoudi en tant que Secrétaire général de l'Union, pour diriger la prochaine étape du travail arabe commun dans ce secteur stratégique.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 12 ماي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Mai 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	70	78	62	البطاطا
	Tomate	89	101	76	الطماطم
	Oignon sec	48	55	40	البصل الجاف
	Ail vert	145	164	126	الثوم الخضراء
	Carotte	74	84	65	الجزر
	Navet	95	106	84	لفت
	Petit pois	170	188	151	الجلبانة
	Fève verte	90	100	79	القول الاخضر
	Courgette	81	92	69	الكوسة
	Haricot vert	212	235	189	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	97	108	85	الخس
Fruits frais	Pomme locale	444	511	378	التفاح المحلي
	Datte	547	675	419	التمر
	Banane	421	428	412	الموز
	Fraise	297	337	257	الفراولة
	Melon	182	207	158	البطيخ الاصفر
	Pastèque	119	137	101	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1749	1903	1596	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	361	372	349	الدجاج
	Œufs (Unité)	14	15	13	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

PÉTROLE

Le Brent à près de 66 dollars

Les prix du pétrole montaient lundi, dopés par des perspectives plus favorables sur la demande après l'annonce de la suspension pour 90 jours d'une partie des droits de douane que Washington et Pékin s'imposaient réciproquement. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 3% à 65,83 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juin, gagnait 3,23% à 62,99 dollars. Les Etats-Unis et la Chine vont ramener leurs droits de douane réciproquement à 30% pour les produits chinois importés en Amérique et 10% pour les produits américains importés en Chine, a expliqué lundi le représentant

américain au Commerce, Jamieson Greer, à Genève. Après des mois de conflit commercial et deux jours de négociations ce week-end à Genève, les deux parties ont abaissé leurs droits de douane de 115 points de pourcentage pour une période de 90 jours, pendant la poursuite des tractations, ont expliqué M. Greer et le secrétaire au Trésor américain, Scott Bessent. La Chine et les Etats-Unis sont les deux principaux consommateurs d'or noir au monde, et la santé économique de ces pays influence fortement la demande et les cours du pétrole. Le cours de l'or noir a donc réagi à la hausse, l'abaissement des droits de douane étant perçu comme un facteur favorable à la croissance.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,74	1,60	8,30	6,98	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,79	0,93	0,00	-	2068	2 926 220,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,70	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,60	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,21	-5,51	2,03	-	0	0,00

DE NOUVEAUX DÉCRETS SONT EN COURS D'ÉLABORATION

Le statut de l'auto-entrepreneur bientôt renforcé

La Secrétaire générale du ministère de l'Économie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, Nacima Arhab, a affirmé, lors de la clôture du premier Salon de l'Auto-entrepreneur, que de nouveaux textes d'application de la loi sur les marchés publics seront prochainement promulgués, renforçant ainsi le statut de l'auto-entrepreneur dans l'économie nationale.

Par Z R.

Elle a expliqué que ces décrets sont en cours d'élaboration en concertation avec le ministère des Finances, permettant de reconnaître l'auto-entrepreneur comme un opérateur économique à part entière, ouvrant ainsi la voie à sa participation aux marchés publics, tant avec les institutions publiques que privées. « Le nouveau cadre juridique encadrera la relation entre les deux parties à travers des contrats officiels, ce qui donnera plus de légitimité et de professionnalisme aux transactions, tout en garantissant les droits des parties, notamment en ce qui concerne le paiement et la prévention des litiges qui posaient problème auparavant », a-t-elle précisé dans une déclaration à la radio nationale « Chaîne I ». L'intervenante a en outre annoncé que des réformes sont prévues pour encourager les fonctionnaires à entreprendre. Mme Arhab a précisé que la loi du travail actuelle (n° 11-90) n'empêche pas les employés du secteur économique d'accéder au statut d'auto-entrepreneur. Cependant la loi sur la fonction publique reste un frein pour les fonctionnaires du secteur public. Dans ce cadre, elle a révélé que des consultations sont en cours avec le ministère du Travail pour réviser ces textes, en vue de permettre aux fonctionnaires d'exercer certaines activités sous le statut d'auto-entrepreneur, sans compromettre leur fonction principale.

Plus de 30 000 auto-entrepreneurs enregistrés en un an

Dans son évaluation de la stratégie ministérielle, Mme Arhab a annoncé que plus de 30 000 personnes ont obtenu la carte d'auto-entrepreneur depuis le lancement du système et la création de l'Agence nationale de l'auto-entrepreneuriat il y a un an.

« L'engouement a dépassé les attentes, mais nous devons redoubler d'efforts pour sensibiliser davantage les citoyens aux avantages du dispositif, notamment les catégories qui ignorent les détails ou pensent à tort que leur activité n'y est pas éligible », a-t-elle affirmé. Selon Mme Arhab, les chiffres montrent que la première phase de la loi a favorisé les activités numériques, qui représentent 45 % des inscrits, principalement dans les domaines du développement web, du design et du marketing digital, en plein essor depuis la pandémie de Covid-19. Elle a également précisé que plus de 1 300 activités sont officiellement reconnues dans le cadre du système, dont 95 % ont effectivement été choisies par les auto-entrepreneurs. Ces activités se répartissent principalement entre le conseil, les services notamment les prestations à domicile. Mme Arhab a enfin souligné que la deuxième phase de la stratégie se concentrera sur les activités moins populaires, tout en encourageant les porteurs de projets à proposer de nouvelles activités en accord avec leurs aptitudes et leurs centres d'intérêt.

Introduction de l'activité de collecte de plastique

Elle a annoncé l'introduction de l'activité de collecte de plastique dans la liste des activités éligibles à la carte de l'"auto-entrepreneur", dans le cadre d'un projet pilote visant à accompagner 1000 acteurs dans ce domaine. Ce projet, mis en œuvre en coordination avec l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) et l'Agence nationale de l'auto-entrepreneur (ANAE), vise à appuyer les opérations de collecte, de transformation et de recyclage du plastique, en permettant aux collecteurs de bénéficier de la carte de l'"auto-entrepreneur" ainsi que des facilités de financement, a

précisé Mme Arhab. Le projet permet aux bénéficiaires d'obtenir un prêt sans nécessité d'un capital initial pour l'acquisition d'équipements nécessaires, voire des véhicules destinés aux opérations de collecte, ainsi qu'un accompagnement technique assuré par l'Agence, explique la responsable. Le montant du prêt accordé peut atteindre un million de dinars, avec les mêmes conditions appliquées pour le micro-crédit, a-t-elle fait savoir, soulignant que toutes les catégories sociales peuvent intégrer cette activité qui a été introduite officiellement dans la liste des activités éligibles au système de l'auto-entrepreneur.

Femmes et seniors au cœur des priorités

Mme Arhab a souligné que la stratégie du ministère de cette année cible particulièrement les femmes et les prestataires de services à domicile. Les statistiques révèlent que les femmes ne représentent que 15 à 17 % des inscrits, un chiffre jugé faible et appelant à un accompagnement spécifique. Elle a également mentionné l'intérêt croissant des seniors âgés de 50 à 80 ans, notamment des retraités, qui trouvent dans l'auto-entrepreneuriat une source de revenus et un moyen de mettre à profit leur expérience dans le conseil et le soutien aux entreprises. Par ailleurs, la responsable a précisé que le système est entièrement numérisé, dont l'inscription peut se faire en ligne, sans déplacement, grâce à l'interconnexion entre les administrations, telles que la fiscalité et la sécurité sociale. Elle a rappelé que le régime fiscal applicable est symbolique ne dépassant pas les 0,5 % du chiffre d'affaires, plafonné à 5 millions de dinars sur trois ans. En cas de dépassement, l'activité passe automatiquement au statut d'entreprise nécessitant un registre de commerce, conclut-elle.

FEUX DE FORÊTS

Journées d'études des wilayas du Centre sur le renforcement de la prévention

Par R E.

Les 2e Journées d'études des wilayas du Centre sur le renforcement des capacités de prévention contre les feux de forêts ont été lancées, lundi dans la wilaya d'Ain Defla, à l'initiative de la Direction générale de la protection civile. Le wali d'Ain Defla, Aissa Aziz Bouras a procédé au lancement de cette rencontre régionale de formation, qui se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, et à laquelle participent les chefs des bureaux de la cartographie et des risques spéciaux de 14 wilayas du Centre: Alger, Boumerdes, Tissemsilt, Tipasa, Chlef, Ain Defla, Tizi-Ouzou, Blida, Médéa, Bouira, Bejaïa, Laghouat, Djelfa et M'sila. Cette rencontre constitue "une action proactive de préparation et de vigilance pour la saison estivale et les feux de forêts", a indiqué à l'APS, le lieutenant-colonel Ali Amraoui, sous-directeur des risques majeurs à la DGPC, notant que ces journées s'inscrivent dans le cadre de la préparation de différents outils et cartes nécessaires pour cette période. "La gestion des catastrophes passe d'abord par la prévention et la sensibilisation, avec l'implication de tous les acteurs et secteurs concernés, dont la Protection civile, la Conservation des forêts, les services de sécurité, ainsi que le citoyen en tant qu'acteur clé devant être impliqué dans toutes les opérations de préparation afin d'éviter les pertes humaines ou matérielles", a-t-il ajouté. Le même responsable a également souligné l'importance de la préparation anticipée et de l'intégration des moyens aériens dans la lutte contre les feux de forêts dans "l'obtention de résultats appréciables et l'efficacité des interventions. Un fait traduit à travers les statistiques positives concernant les superficies forestières brûlées et les pertes humaines". Selon le capitaine Mustapha Hassani, chargé de la communication à la direction de wilaya de la Protection civile, ces journées de formation visent à "échanger des expériences et assurer une coordination efficiente et rigoureuse entre les différents organes de l'Etat dans la lutte contre le risque d'incendies". Ces journées d'études comportent, également, des communications de représentants de la Direction générale de la Protection civile et de la Conservation des forêts de la wilaya, sur la prévention et la lutte contre les feux de forêts.

OUVERTURE DE DEUX BANQUES ALGÉRIENNES EN MAURITANIE ET AU SÉNÉGAL

Un atout pour l'intégration économique africaine

Synthèse Sirine R.

Les participants au Forum africain d'investissement et du commerce (AFIC), ont mis en avant, dimanche à Alger, l'apport des deux banques algériennes activant en Mauritanie et au Sénégal, et qui représentent un atout pour l'intégration économique africaine, soulignant, d'autre part, la nouvelle dynamique que connaissent le partenariat et la coopération économique entre l'Algérie et les pays du continent dans divers secteurs. Lors de la deuxième et dernière journée de cette rencontre, organisée par le Centre Arabo-africain pour l'investissement et le développement (CAAID), avec la participation de près 1000 opérateurs issus de 43 pays, les intervenants ont souligné la contribution de l'ABS Bank au Sénégal (Algerian Bank of Senegal), et de l'AUB (Algerian Union Bank) en Mauritanie, au renforcement de la coopération écono-

mique et commerciale entre l'Algérie et ces deux pays, ce qui constitue «un atout de plus pour l'intégration africaine». A ce propos, le président du CAAID, Amine Boutalbi, s'est félicité de la participation des deux banques algériennes, implantées au Sénégal et en Mauritanie, à ce forum, ce qui témoigne du «renforcement de la coopération économique africaine». Il a par ailleurs, souligné l'importance de ce forum dans la promotion des échanges entre investisseurs, entrepreneurs et porteurs de projets, de manière à appuyer l'intégration des économies africaines et à promouvoir le commerce intra-continent. Boutalbi a également rappelé la «participation remarquable» de la Banque Islamique de développement (BID), de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), et de la Banque Africaine d'Import-Export au forum, soulignant que la facilitation des procédures et l'adoption de solutions no-

vatrices dans le domaine de l'investissement demeurent l'unique voie pour promouvoir les exportations algériennes, ce qui renforcera la présence des produits algériens à l'échelle internationale. Pour sa part, le Directeur de la promotion et du soutien aux échanges économiques au ministère des Affaires étrangères, Rabah Fassih, a mis en avant l'importance de la coopération algérienne avec les autres pays africains, précisant que le partenariat de l'Algérie avec le continent connaîtra une impulsion accrue cette année, dans le contexte d'un certain nombre d'événements économiques majeurs prévus. Dans une déclaration à la presse, le responsable a souligné que cette dynamique sera le reflet de l'organisation de la 7e édition de la foire consacrée aux produits algériens à Nouakchott, en Mauritanie, prévue durant le mois courant, de la Foire Internationale d'Alger (FIA) en juin, et de la Foire commerciale intra-africaine (IATF),

que la capitale algérienne accueillera septembre prochain. Ces manifestations, ajoute-t-il, «témoignent de la volonté de l'Algérie d'investir les marchés étrangers et, en contrepartie, d'encourager et d'attirer les investissements étrangers» vers l'Algérie. Pour rappel, le programme de la 11e édition de l'AFIC comprend une série d'événements, notamment des conférences et des ateliers organisés en présentiel et en visioconférence, en sus d'un salon économique organisé également à cette occasion. Le salon qui s'est tenu avec la participation d'entreprises, nationales et étrangères, a couvert les domaines de l'exportation, du commerce, de l'agriculture, des industries agroalimentaires, du tourisme, des services, des technologies, de la transition numérique, de l'énergie et des énergies renouvelables, outre le bâtiment, les travaux publics, l'industrie pharmaceutique, l'investissement, la finance, le transport et l'environnement.

SAISON ESTIVALE 2025

Le wali d’Alger s’enquiert des préparatifs au niveau des plages d’Alger Ouest

Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi a effectué, dimanche, une visite d'inspection pour s'enquérir de l'état des plages d'Alger Ouest, dans le cadre des préparatifs en cours pour la saison estivale 2025, a indiqué un communiqué des services de wilaya. Cette visite, précise le communiqué, a permis de "s'enquérir des préparatifs et d'évaluer les services proposés aux estivants de l'intérieur ou de l'extérieur du pays, en vue d'assurer toutes les conditions de confort et de bien-être". Dans ce cadre, le wali d'Alger a donné une série d'instructions portant sur "la mise à niveau des plages conformément aux normes en vigueur" et "l'aménagement et l'embellissement des accès et des voies menant aux plages, tout en veillant à la propreté de l'ensemble des axes routiers y menant, et à l'équipement de toutes les plages en éclairage public". Les directives incluent également "la finalisation des travaux d'aménagement des trottoirs, des passages piétons, ainsi que la peinture des murs et des bordures de trottoirs le long des axes routiers", en sus "des travaux de traitement des points de rejet des eaux usées dans les plus brefs délais, à travers la réalisation de digues en terre selon des normes techniques précises, en leur assurant un entretien périodique", ajoute la même source. Par ailleurs, il a souligné la nécessité de "réaliser et de réhabiliter les stations de traitement des eaux usées et les stations d'épuration et de pompage, afin d'assurer un traitement efficace des eaux usées avant leur évacuation, dans le souci de préserver la propreté et la sécurité de l'environnement marin", selon le communiqué.

BLIDA

Lancement des travaux de réalisation de plusieurs projets de développement

Plusieurs nouveaux projets de développement, destinés à l'amélioration du cadre de vie des citoyens, sont entrés en phase de réalisation, dimanche, dans la wilaya de Blida.

Le wali de Blida, Brahim Ouchen a procédé, dimanche, à la pose de la 1ère pierre de réalisation de plusieurs projets de développement dans divers secteurs (éducation, santé, jeunesse et sports, logement et énergie), dans le cadre de la poursuite du programme de commémoration des massacres du 8 mai 1945. Il s'agit notamment du lancement des travaux de trois (3) écoles primaires au nouveau pôle urbain de Sidi Serhane, la nouvelle ville de Bouinane et la commune de Bougara (Est), dont la réception est attendue dans les six (6) prochains mois. L'opportunité a, également, donné lieu au lancement des travaux d'une polyclinique au nouveau pôle urbain de Sidi Serhane. Selon la fiche technique du projet, celle-

ci comprendra plusieurs services médicaux, dont les urgences, la radiologie, la maternité, la pédiatrie, la gynécologie, la chirurgie dentaire, ainsi que des examens médicaux généraux et spécialisés. Le wali a ordonné l'ouverture d'une salle de soins située à proximité du site du projet "durant la semaine prochaine, au plus tard". D'autres projets ont été lancés en travaux dans le secteur des sports, dont une salle omnisports dans la commune de Chebli, d'une capacité de 500 places. Cette structure fait partie d'un programme de réalisation de cinq (5) salles similaires à travers la wilaya, respectivement à Oued El Alleug, Ouled Yaïch, Bouinane et Mouzaïa, selon les explications fournies sur place.

Le secteur a, également, vu le lancement des travaux de transformation d'un marché de proximité couvert en une salle omnisports dans la commune de Bougara. Par ailleurs, la région de Hassainia, commune de Bouinane, a enregistré le coup d'envoi d'un projet de logements au profit des fonctionnaires de la Sûreté nationale. Le projet comprend 50 logements de type promotionnel aidé (LPA) et 12 autres de type promotionnel libre (LPL). Sur un autre plan, quelque 91 foyers ont été raccordés, dimanche, au réseau électrique, dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du programme de raccordement de 11 quartiers, englobant 2.284 logements dans la commune d'Ouled Slama, à l'énergie électrique.

TIARET

Lancement des travaux de réalisation d’une piscine semi-olympique à Mahdia

Les travaux de réalisation d'une piscine semi-olympique ont débuté, récemment, dans la ville de Mahdia (wilaya de Tiaret), a-t-on appris dimanche du directeur de la wilaya de la Jeunesse et des Sports, Omar Sellani. M. Sellani a précisé que ce projet, inscrit dans le cadre du programme

sectoriel, apportera une réelle valeur ajoutée au mouvement sportif local. Le site choisi pour sa réalisation se trouve à proximité du stade de football, récemment réhabilité dans son ensemble, et de la salle omnisports, dans le but de constituer un pôle sportif intégré au profit de la

jeunesse de la ville. Ce complexe, dont l'achèvement est prévu dans un délai de 12 mois, mobilisera une enveloppe budgétaire de 178 millions DA. Il sera implanté sur une superficie totale de 1.658 mètres carrés et comprendra un bassin de 25 mètres de long, des vestiaires, une infirmerie, des es-

paces verts et un parking. A noter que des travaux similaires ont été entamés, ces dernières semaines dans la commune d'Aïn Deheb, tandis que d'autres piscines seront lancées dès la finalisation des procédures de sélection des entreprises de réalisation, a ajouté M. Sellani.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

De nouveaux projets au profit des communes d’El Meniaâ et Hassi El Gara

Les communes d'El Meniaâ et Hassi El Gara ont bénéficié de nouveaux projets de développement, a-t-on appris lundi auprès des services de wilaya. A ce titre les autorités de la wilaya d'El Meniaâ ont procédé au lancement d'un projet de construction de 100 logements publics locatifs (LPL) au niveau du nouveau pôle urbain de la commune de Hassi El Gara, et un projet de réalisation d'un collège

d'enseignement moyen (CEM) dans le quartier "Diar Raq". Cette collectivité a bénéficié aussi d'une station de base de la téléphonie mobile relevant d'un opérateur de réseau mobile, a-t-on ajouté. Il s'agit également de la mise en service d'un projet de réseau d'éclairage public réalisé sur la route nationale (RN-1) menant vers le nouveau pôle urbain de Hassi El Gara, sur une distance de 3,5 km/linéaires, a-t-on expliqué. Dans le

même sillage, un nouveau service médical d'urgence ouvert au niveau de l'établissement public hospitalier (EPH-Colonel Mohamed Chaabani) a été réceptionné dans la commune du chef lieu de la wilaya, en sus de la mise en service d'un demi-pensionnat au collège Chahid Fahdi Foudil au quartier "Lmadi", et une structure similaire au lycée Didouche Mourad, a-t-on ajouté. Dans la même commune, deux aires de

jeux de proximité équipées de gazon artificiel ont été inaugurées par les autorités locales dans les cités "Ouled Zaid" et "Lmadi", outre l'inauguration d'un club de jeunes au niveau du quartier "Belbachir". Un projet d'aménagement urbain a été aussi lancé au niveau des cités 50 et 60 logements, dans le même quartier, a-t-on fait savoir.

NÂAMA

Plantation d’environ 7.000 boutures de palmier-dattier

Environ 7.000 boutures de palmier-dattier ont été plantées dans la wilaya de Nâama au cours de la saison agricole en cours (2024-2025) dans le cadre de la valorisation et de l'extension du patrimoine phoénicole, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des Services agricoles (DSA). Cette opération, dotée d'une enveloppe financière de plus de 30 millions DA, vise à remplacer les palmiers endommagés par des incen-

dies ou d'autres facteurs dans plusieurs zones des communes de Moghrar, Djenniene Bourezg, Tiout, Asla et Sfissifa, situées au sud de la wilaya, a précisé Ahmed Lâamri, chef du service Production et de l'appui technique à la DSA. L'extension de la culture du palmier-dattier dans la wilaya de Nâama s'inscrit dans le cadre du programme de soutien à la plantation d'arbres fruitiers résistants à la sécheresse et de la stratégie nationale d'extension des su-

perficie consacrées à cette culture dans les zones sahariennes pour la période 2024-2025, avec un objectif de plantation sur 50 hectares hors-oasis dans la wilaya, a fait savoir la même source. L'opération concerne 100 agriculteurs actifs dans les périmètres d'investissement agricole, sous la supervision et le suivi de la DSA. Ces agriculteurs bénéficient d'un soutien pour l'acquisition et l'installation d'équipements d'irrigation agricole, a ajouté la

même direction, sachant que ces mesures visent à étendre les surfaces dédiées au palmier-dattier dans la wilaya en vue de leur modernisation et de la production de dattes de qualité. La superficie actuelle dédiée à cette culture dans la wilaya de Nâama est estimée à environ 327 hectares, avec un total de plus de 30.000 palmiers, concentrés principalement dans les oasis de Moghrar, Dermal, Tiout et Asla, indique-t-on de même source.

Les États-Unis cherchent à isoler la Chine du reste du monde avec les négociations sur les tarifs douaniers

Le secrétaire au Trésor Scott Bessent souhaite que les partenaires commerciaux limitent l'implication de la Chine dans leurs économies en échange de concessions sur les tarifs douaniers réciproques.

La secrétaire de presse de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, lit une déclaration du président Trump selon laquelle la Chine doit conclure un accord avec les États-Unis

L'administration Trump prévoit d'utiliser les négociations tarifaires en cours pour faire pression sur les partenaires commerciaux des États-Unis afin qu'ils limitent leurs transactions avec la Chine, selon des personnes ayant connaissance des conversations. L'idée est d'obtenir des partenaires commerciaux des États-Unis qu'ils s'engagent à isoler l'économie chinoise en échange de réductions des barrières commerciales et tarifaires imposées par la Maison-Blanche. Les autorités américaines prévoient de négocier avec plus de 70 pays pour leur demander d'interdire à la Chine de faire transiter des marchandises par leur territoire, d'empêcher les entreprises chinoises de s'installer sur leur territoire pour éviter les droits de douane américains et de ne pas absorber les produits industriels bon marché de la Chine dans leur économie.

Ces mesures sont destinées à mettre à mal l'économie chinoise déjà chancelante et à forcer Pékin à s'asseoir à la table des négociations avec moins d'influence, avant d'éventuels pourparlers entre Trump et le président chinois Xi Jinping. Les exigences exactes pourraient varier considérablement d'un pays à l'autre, compte tenu de leur degré d'implication dans l'économie chinoise. La Maison Blanche et le Trésor n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.

Des fonctionnaires américains ont abordé l'idée lors de discussions préliminaires avec certains pays, selon des personnes au fait de ces discussions. Trump a lui-même fait allusion à cette stratégie mardi, en déclarant à l'émission en langue espagnole « Fox Noticias » qu'il envisagerait de faire choisir les pays entre les États-Unis et la Chine, en réponse à une question sur la décision du Panama de ne pas renouveler son rôle dans l'initiative des Routes de la Soie, le programme d'infrastructure mondial de la Chine pour les pays en développement.

L'un des cerveaux de cette stratégie est le secrétaire au Trésor Scott Bessent, qui joue un rôle de premier plan dans les négociations commerciales depuis que Trump a annoncé, le 9 avril, une pause de 90 jours sur les droits de douane réciproques pour la plupart des pays, mais pas pour la Chine. Bessent a soumis l'idée à Trump lors



d'une réunion le 6 avril à Mar-a-Lago, le club du président en Floride, ont déclaré des personnes au courant de cette discussion, en disant que l'obtention de concessions de la part des partenaires commerciaux des États-Unis pourrait empêcher Pékin et ses entreprises d'éviter les droits de douane américains, les contrôles des exportations et d'autres mesures économiques, selon ces témoignages.

Cette tactique s'inscrit dans le cadre d'une stratégie mise en œuvre par Bessent pour isoler l'économie chinoise, stratégie qui a récemment gagné en popularité auprès des responsables de Trump. Les débats sur l'étendue et la sévérité des droits de douane américains se poursuivent, mais les responsables semblent largement d'accord avec le plan de Bessent pour la Chine. Il s'agit de couper la Chine de l'économie américaine par des droits de douane et peut-être même d'exclure les actions chinoises des bourses américaines. Lors d'une récente interview accordée à Fox Business, Bessent n'a pas exclu que l'administration tente de retirer les actions chinoises de la bourse. Toutefois, l'objectif ultime de la politique chinoise de l'administration n'est pas encore clair.

Bessent a également déclaré qu'il était encore possible de discuter d'un éventuel accord commercial entre les États-Unis et la Chine. Ces discussions devraient impliquer Trump et Xi. La secrétaire de presse de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a lu une nouvelle déclaration de Trump lors de la conférence de presse de mardi, suggérant qu'un accord avec la Chine n'était pas

imminent.

« La balle est dans le camp de la Chine », a déclaré Leavitt à la lecture de la déclaration de Trump. « La Chine doit conclure un accord avec nous. Nous n'avons pas besoin de passer un accord avec elle. La Chine veut ce que nous avons, c'est-à-dire le consommateur américain. »

Il n'est pas certain non plus que la ligne anti-Chine ait été négociée avec tous les pays. Certains pays n'ont pas entendu les demandes des négociateurs américains concernant la Chine, affirment des personnes au fait des discussions, tout en reconnaissant que les négociations n'en sont qu'à leurs débuts. Nombreux sont ceux qui s'attendent à ce que l'administration Trump formule tôt ou tard des exigences liées à la Chine. Bessent a déjà manifesté son désir d'obtenir des engagements anti-chinois de la part des partenaires commerciaux des États-Unis. Fin février, il a déclaré que le Mexique avait proposé d'égaliser les droits de douane américains sur la Chine dans le cadre des négociations sur les droits de douane imposés par Trump au Mexique en raison du commerce du fentanyl. Bessent a qualifié l'offre du Mexique de « beau geste », mais l'idée n'a pas eu beaucoup de succès auprès de l'administration. Depuis lors, Bessent a joué un rôle plus central dans les négociations commerciales, en prenant la tête des discussions sur les tarifs douaniers réciproques après que Trump a annoncé sa pause de 90 jours le 9 avril. Le secrétaire au Trésor doit rencontrer le ministre japonais de la revitalisation économique dès mercredi et a dressé une liste de pays

qui, selon lui, pourraient bientôt conclure des accords avec les États-Unis, notamment le Japon, le Royaume-Uni, l'Australie, la Corée du Sud et l'Inde.

La Chine mène sa propre diplomatie commerciale. Cette semaine, Xi s'est rendu au Vietnam, l'un des principaux partenaires commerciaux des États-Unis, durement touché par les droits de douane imposés par Trump, et a signé des dizaines d'engagements économiques avec le gouvernement de Hanoï. La Chine considère la manœuvre commerciale réciproque de Trump comme une opportunité, a déclaré Peter Harrell, ancien directeur principal de l'économie internationale au sein du Conseil de sécurité nationale de l'ancien président Joe Biden, lors d'une table ronde organisée mardi à Georgetown Law. Mais la capacité de la Chine à contre-carrer les politiques commerciales des États-Unis est limitée, a déclaré Harrell. Alors que les États-Unis restent un « importateur net massif », la Chine réduit ses importations en provenance du reste du monde et se concentre sur l'autosuffisance.

La Chine « ne va pas remplacer les États-Unis en tant que source de demande pour les produits fabriqués par un certain nombre de pays en développement », a déclaré Harrell. « L'aspect économique de la question va donc s'avérer difficile pour la Chine, mais je pense qu'elle jouera le jeu politique de manière raisonnablement avisée. »

Source : The Wall Street Journal, Gavin Bade, Brian Schwartz, 15-04-2025
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

**Baisse des crédits
aux particuliers
au premier
trimestre 2025**

Selon le Périodique de Conjoncture relative au premier trimestre, publié par la Banque centrale de Tunisie (BCT), les créances sur l'économie ont continué à augmenter, au terme du premier trimestre de 2025, à un rythme anémique (+0,9% ou +1.036 contre +1,2% ou +1.325 MDT une année auparavant) et ce sous l'effet, principalement, du net ralentissement du portefeuille-titres (+4,3% ou +313 MDT contre +9% ou +597 MDT). Par ailleurs, les crédits à l'économie se sont accrus à un rythme quasi-comparable à celui de l'an passé (+0,6% ou +725 MDT contre +0,7% ou +728 MDT), résultant des augmentations des encours des comptes courants débiteurs (+1.156 MDT contre +1.158 MDT) et des créances immobilières (+1.036 MDT contre +1.136 MDT) qui ont été compensées par la baisse de l'encours du portefeuille-escompte auprès des banques qui a, à son tour, poursuivi sa régression (-1.235 MDT contre -1.559 MDT). Les chiffres de la BCT font ressortir une hausse des crédits à fin mars 2025 accordés au secteur des services (+996 MDT) suivi de l'industrie (+272 MDT). Ceux destinés aux particuliers et au secteur de l'agriculture et pêche ont régressé de 72 MDT et 11 MDT, respectivement.

EGYPTE

**Le taux
d'inflation
annuel a atteint
13,5 % en avril
2025**

Cette augmentation de l'inflation est due à une hausse des prix dans le secteur de l'électricité, du gaz, des carburants et des transports privés. Le taux d'inflation annuel en Egypte a atteint 13,5% en avril contre 13,1% en mars 2025, selon le rapport mensuel de l'Agence Centrale pour la Mobilisation et les Statistiques Publiques (CAPMAS), publié samedi 10 mai. Il s'agit de la deuxième accélération des chiffres de l'inflation au cours des sept derniers mois. Les prix à la consommation avaient été plus élevés le mois dernier et ainsi qu'en août sous l'effet de l'augmentation des prix des carburants et des transports publics. L'augmentation actuelle s'explique principalement par la hausse des prix de l'électricité, du gaz et des carburants (+6,7%), des transports privés (+8,6 %), des services de transport (+8,2%), des prix d'achat des véhicules (+1,3%), des légumes (+1,2%), et des céréales et du pain (+0,5%), selon le CAPMAS. En avril dernier, l'Egypte a augmenté les prix des produits pétroliers pour la deuxième fois en six mois, dont le diesel, qui est le carburant le plus utilisé dans le transport des marchandises et des usagers.

EGYPTE-GRÈCE

Les deux pays élèvent leur coopération au rang de partenariat stratégique

Les deux pays entretiennent des relations solides, tant sur le plan économique que diplomatique, avec une coopération croissante dans des domaines tels que la technologie, l'innovation, l'entrepreneuriat, la migration légale et le recrutement de main-d'œuvre saisonnière.

Mercredi 7 mai 2025, le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, et le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, ont signé une déclaration conjointe établissant un partenariat stratégique entre leurs deux pays. Cette signature, réalisée dans le cadre de la visite officielle du chef de l'Etat égyptien en Grèce, marque le lancement d'une nouvelle phase de coopération bilatérale. « Avec la déclaration conjointe sur le partenariat stratégique que nous avons signée, nous confirmons concrètement notre volonté commune de renforcer davantage notre étroite coopération », a déclaré M. Mitsotakis. Durant son séjour, al-Sissi a participé à la première réunion du conseil de coopération de haut niveau égypto-grec, un organe institué plus d'un an auparavant dans le but

de dynamiser les relations bilatérales. Cette rencontre a permis d'explorer les perspectives de collaboration dans des secteurs stratégiques pour l'avenir. « Avec le président al-Sissi, nous avons réaffirmé l'importance du projet emblématique d'interconnexion électrique entre la Grèce et l'Egypte, ainsi que le rôle central de la Grèce en tant que porte d'entrée énergétique de l'Europe pour l'importation d'électricité verte en provenance d'Afrique du Nord », a souligné le chef du gouvernement grec. Les deux dirigeants ont également insisté sur la nécessité de renforcer la coopération dans le domaine migratoire, en particulier le soutien à la Grèce dans ses efforts de lutte contre l'immigration illégale. Cette visite s'inscrit par ailleurs dans un contexte géopolitique tendu, avec la situa-

tion à Gaza au cœur des discussions. Les deux parties ont appelé à la reprise du cessez-le-feu, à la libération des otages et déte-nus, ainsi qu'à l'acheminement urgent d'une aide humanitaire suffisante pour répondre à l'aggravation de la crise. Ils ont réitéré leur attachement à la solution à deux Etats, seule voie, selon eux, vers une paix et une stabilité durables dans la région. « La priorité absolue est de faire cesser les hostilités et de rétablir l'aide humanitaire pour les civils », a déclaré M. Mitsotakis, lors d'une déclaration conjointe avec le président égyptien. La Grèce et l'Egypte entretiennent des relations solides dans plusieurs secteurs vitaux. En 2024, leurs échanges commerciaux ont atteint 2,3 milliards de dollars, selon l'International Trade Centre.

MAURITANIE

Le pays capte des financements pour l'électrification rurale et les infrastructures du réseau

Pour accélérer l'accès à l'électricité, la Mauritanie combine électrification rurale décentralisée et renforcement des grands axes du réseau national, avec l'appui de partenaires comme l'AFD et l'Union européenne. Le mardi 6 mai, les autorités mauritaniennes ont lancé la deuxième phase du projet RIMDIR d'électrification rurale, à travers une convention signée avec l'Union européenne et l'Agence française de développement (AFD). Doté de 10 millions

d'euros, le projet vise à connecter 20 nouvelles localités et à fournir l'accès à l'électricité à 10 000 habitants dans le sud-est du pays. Mis en œuvre par la SOMELEC, le projet s'appuie sur des mini-réseaux hybrides à dominante solaire. Il est financé à hauteur de 7 millions d'euros par l'Union européenne et 3 millions d'euros par l'AFD. L'initiative confirme l'option mauritanienne pour des solutions décentralisées, adaptées aux zones non connectées au réseau national.

En parallèle, l'AFD finance également des infrastructures nationales. Le 25 mars, une convention de crédit de 64 millions € a été signée avec le ministère de l'Économie pour cofinancer, avec la Banque africaine de développement, la future ligne haute tension Nouakchott-Néma. Le projet inclut le poste Est de Nouakchott, 125 km de ligne entre El Ghaira et Kiffa, et une centrale solaire de 50 MW à Kiffa. À terme, 100 000 ménages devraient bénéficier d'un accès amélioré à

l'électricité. Alors que seuls 6% des ménages ruraux mauritaniens ont accès à l'électricité, le pays mise sur une combinaison d'actions locales et d'investissements nationaux pour progresser vers l'accès universel. Selon le Pacte national de l'énergie de la Mauritanie (décembre 2024), l'objectif est d'atteindre 98% d'électrification en milieu urbain, 80% en milieu rural et 70% d'énergies renouvelables dans le mix national.

CORRIDORS SAHARIENS

La Libye avance ses pions pour capter le trafic sahélien

En quête d'un rôle logistique régional, la Libye mise sur le désert pour devenir une porte d'entrée vers le Sahel. Elle cherche à repositionner ses ports face aux corridors ouest-africains actuellement dominants. Le jeudi 29 avril, la Haute commission du projet Libya Africa Transit Corridors (LAPTCorr) a tenu, à Tripoli, sa quatrième réunion officielle. Cette rencontre marque une avancée significative dans la mise en œuvre d'une stratégie logistique continentale axée sur la création de corridors routiers reliant la Libye au Sahel et à l'Afrique de l'Est. Ces deux corridors, Misrata-Tamanhint-Agadez vers le Niger et Benghazi-Kufra-Soudan vers le Soudan, visent à relier les ports libyens aux marchés sahé-

liens et est-africains via le désert saharien. Avec ces projets, la Libye entend se positionner comme une nouvelle porte d'entrée logistique vers le Sahel, dans un contexte où les corridors ouest-africains traditionnels — tels que Cotonou-Niamey ou Abidjan-Ouagadougou — sont fragilisés par des tensions politiques ou saturés par le trafic. Ces deux corridors s'intègrent dans une stratégie logistique plus vaste portée par les institutions libyennes. En février 2025, la Libya Africa Investment Portfolio (LAIP), un fonds souverain chargé de financer des projets stratégiques en Afrique, a validé une feuille de route prévoyant des études préliminaires au premier trimestre, la délimitation des tracés au printemps, puis des études techniques

jusqu'à la fin de l'année. L'appel à investisseurs est prévu pour début 2026. Pour concrétiser cette ambition, les autorités envisagent de mobiliser des financements privés via des concessions de type Build-Operate-Transfer (BOT), avec des durées comprises entre 30 et 40 ans. Le coût du seul corridor Misrata-Agadez est estimé à 3,2 milliards de dollars pour 2 320 kilomètres, dont 1 320 en territoire libyen. Le tracé pourrait s'appuyer sur certaines infrastructures existantes, comme la route longeant la Grande Rivière Artificielle, afin de contenir les coûts. Des bailleurs internationaux, tels que la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, sont pressentis pour soutenir l'effort.

POUR BOOSTER LES FLUX ANNUELS

Le Bénin développe le tourisme de croisière

En plus des flux débarquant par voies aérienne et terrestre, le Bénin table aussi sur les arrivées de croisiéristes pour atteindre son objectif de 2 millions de touristes par an. Une ambition qui commence à se concrétiser avec l’arrivée de 3 grands paquebots en 2 mois.

En deux mois, le port de Cotonou a accueilli trois paquebots de croisière, un indicateur encourageant dans la stratégie du Bénin visant à booster son industrie touristique. L'accostage du Crystal Symphony, du SH Diana et du Seabourn Sojourn respectivement les 25 et 18 avril et le 9 février, semble en effet traduire un nouveau positionnement du pays sur la carte des escales prisées en Afrique de l'Ouest. Cette ouverture progressive au tourisme de croisière apparaît comme un pas important dans la mise en œuvre du plan pour atteindre au moins 2 millions de touristes par an d'ici 2030. Une amélioration significative de la contribution du secteur au PIB est aussi prévue. Elle devrait en effet passer de 6 à 13,4% à l'horizon indiqué.

Des investissements colossaux et une diversification de l'offre

Selon les chiffres du ministère du Tourisme, le Bénin a consenti plus de 2 milliards d'euros

d'investissements pour moderniser ses sites et biens patrimoniaux, mettre en place de nouveaux attraits, et construire des infrastructures de soutien pour la concrétisation de la vision. La nouvelle carte de son écosystème touristique comprendra, d'après les autorités, des musées, des hôtels de prestige, des stations balnéaires, etc. De quoi impacter plusieurs autres secteurs connexes tels que les tour-opérateurs, l'hôtellerie, la restauration, les transports, etc. À ces investissements s'ajoutent des initiatives comme la suppression de visa pour de nombreux pays et la simplification des procédures grâce à l'e-visa.

Une destination en vogue

Résultat, le pays s'est hissé dans le Top 25 des meilleures destinations touristiques à visiter en 2025 selon le média américain AFAR, qui justifie sa sélection par son important patrimoine culturel. Le Bénin forme, avec la Wild Coast en Afrique du Sud, les deux seules destinations africaines de cette liste. La dynamique en cours

pourrait toutefois se heurter à de sérieux obstacles, notamment celui de la menace terroriste dans certaines zones de l'extrême-nord du pays. Les quelques attaques enregistrées dans les réserves animalières de la Pendjari et du parc W, zones frontalières du Niger et du Burkina Faso (des pays où sévit le jihadisme) les ont fait classer zones à risque par plusieurs pays, notamment européens. Aussi, malgré les investissements, un rythme soutenu des flux pourrait rapidement révéler les limites des infrastructures actuelles. De même, la nécessité de maintenir des standards élevés en matière d'expérience touristique induit l'impératif de la disponibilité d'un capital humain professionnel. Il faut rappeler que même s'il atteignait les 2 millions de visiteurs par an, le Bénin resterait encore loin des leaders actuels de l'industrie touristique africaine, à savoir le Maroc, l'Égypte, la Tunisie, l'Afrique du Sud. Avec son offre de croisières déjà très développée, associée aux flux par voies aériennes, le Maroc à lui seul a accueilli plus de 17 millions de visiteurs en 2024.

FER

Les ambitions du Gabon et de la Guinée résistent au pessimisme des prix

Le Gabon et la Guinée veulent rejoindre le cercle des principaux producteurs de fer en Afrique. Leur arrivée sur le marché intervient dans un contexte de perspectives défavorables, avec une importante hausse de l'offre qui devrait peser sur les prix mondiaux durant la décennie. Malgré des perspectives en baisse sur le marché mondial, la Guinée et le Gabon poursuivent leurs projets de production de minerai de fer. Un contraste avec le pessimisme exprimé par la Banque mondiale dans son rapport d'avril 2025. Selon le "Commodity Markets Outlook", le prix du minerai de fer devrait s'établir à 95 dollars la tonne en 2025,

puis reculer à 88 dollars en 2026, contre 120 dollars en moyenne en 2023. La Banque mondiale pointe les difficultés persistantes de l'immobilier en Chine, premier importateur mondial, ainsi qu'une faible activité industrielle et une hausse de l'offre mondiale, due notamment à l'Australie, au Brésil... et à la Guinée. Conakry s'apprête pourtant à lancer la production à Simandou, un mégaprojet minier dont le FMI estime qu'il pourrait accroître le PIB réel du pays de 26 % d'ici 2030. Même en cas de baisse de 15 % du prix du minerai, l'impact resterait significatif, selon les simulations du Fonds. Une position

que semble partager le gouvernement guinéen, qui table sur une production de 60 millions de tonnes en 2026, puis 120 millions de tonnes dès 2027. Pour la Guinée, les gains à long terme du projet justifient la poursuite des investissements, malgré un contexte moins favorable qu'il y a quelques années. Les perspectives défavorables pour le marché mondial du minerai de fer ne remettent pas non plus en cause les ambitions du Gabon, qui mise sur l'exploitation du minerai de fer pour diversifier ses revenus miniers. Contribuant à environ 6 % du PIB, le secteur minier est en effet dominé par le manganèse, qui a représenté 40 % des exportations du Ga-

bon en 2022. Un des partenaires phares de Libreville dans le minerai de fer, l'australien Genmin a signé en mars 2025 une convention minière avec le gouvernement gabonais pour son projet Baniaka. La société a depuis recruté un cabinet de conseil pour l'aider à lever le financement nécessaire pour construire la mine, avec un démarrage commercial prévu en 2026. Comme Simandou, il faut souligner que Baniaka bénéficie de l'appui de sidérurgistes chinois, qui ont déjà noué des partenariats pour acheter la production des différentes mines.

MALI

B2Gold maintient ses prévisions pour Fekola, malgré une baisse de 21% à mars 2025

Au Mali, la mine d'or Fekola a vu sa production baisser de 33% en glissement annuel en 2024, avec 392 946 onces livrées. Pour 2025, l'opérateur B2Gold y anticipe un rebond, avec un objectif situé à entre 515 000 et 550 000 onces. Au Mali, la mine d'or Fekola a produit 93 805 onces au premier trimestre 2025, contre 119 141 onces livrées sur la même période en 2024. Ce résultat annoncé par l'opérateur B2Gold dans son rapport trimestriel publié le mercredi 7 mai, traduit une baisse en glissement annuel de 21%. Malgré cela, la compagnie maintient ses objectifs de production annuels, misant sur une production plus significative au second semestre grâce à l'exploitation d'un gisement souterrain et de l'extension Fekola Regional. La production de Fekola a déjà chuté à 392 946 onces en 2024, soit une baisse annuelle de 33% due à une réduction du volume de minerai traité. Un rebond est attendu en

2025, B2Gold prévoyant une production comprise entre 515 000 et 550 000 onces. Cette prévision s'appuie sur l'extraction prévue de minerai à plus forte teneur, notamment pendant la seconde moitié de l'année où 60% de la production projetée devrait être réalisée, contre 40% au premier semestre. Selon les plans de B2Gold, cette période de l'année devrait coïncider avec le début d'exploitation du gisement souterrain de Fekola et l'entrée en production du gisement satellite Fekola Regional. L'apport supplémentaire en minerai à plus forte teneur de ces deux sites devrait, apprend-on, stimuler la production. Le gisement souterrain livrerait entre 25 000 et 35 000 onces d'or sur la période, tandis que Fekola Regional produirait de son côté 20 000 à 25 000 onces. En incluant les fosses en exploitation Fekola et Cardinal, B2Gold prévoit de traiter au total 9,56 millions de tonnes de minerai sur la mine, à une teneur moyenne de 1,84

g/t Au, avec un taux de récupération de 93,4%. La concrétisation de cet objectif dépendra toutefois du respect du calendrier de production établi par la société. B2Gold a en effet rapporté un retard dans le démarrage prévu de l'exploitation de Fekola Regional, en attente d'obtention de son permis d'exploitation. En février dernier, la compagnie avait indiqué dans son rapport annuel 2024 que ce feu vert réglementaire devait être accordé au premier trimestre. Ce qui visible-ment, n'est toujours pas le cas à ce jour, et aucune nouvelle échéance n'a été communiquée. Pour rappel, B2Gold a signé en septembre 2024 un accord avec l'État malien qui impliquait l'application du nouveau code minier de 2023 à Fekola Regional. Cela permet à Bamako d'obtenir une participation maximale de 30% dans le gisement, ainsi que 5% d'intérêts pour les investisseurs locaux.

OUGANDA

GOGO Electric lève des fonds pour étendre sa production de motos électriques

La mobilité électrique progresse en Ouganda, portée par l'essor des motos électriques et le soutien d'investisseurs spécialisés. Avec ce nouvel appui financier d'Africa Go Green Fund GOGO Electric veut continuer de jouer un rôle central dans cette dynamique. Africa Go Green Fund (AGG), fonds spécialisé dans la décarbonation des économies africaines, a annoncé le jeudi 8 mai avoir accordé une ligne de crédit renouvelable à GOGO Electric, une entreprise ougandaise spécialisée dans les motos électriques et les batteries lithium. Le montant de l'opération n'a pas été dévoilé. Ce financement vise à renforcer la capacité industrielle de GOGO, accélérer la production locale de motos électriques et étendre son réseau national de stations d'échange de batteries. GOGO Electric est déjà un acteur de référence en Ouganda avec plus de 2500 motos vendues et un réseau de plus de 120 points d'échange. L'entreprise cible principalement les conducteurs de boda-boda (motos-taxis couramment utilisées pour les déplacements), au cœur de l'économie urbaine ougandaise. Grâce à ce modèle, ses clients évitent chaque jour la combustion de plus de 6000 litres de carburant, selon son directeur général Jakob Hornbach, ce qui représente une économie quotidienne de 10 000 USD sur les importations de pétrole du pays. « Ce partenariat nous permet de développer la production, la vente et la distribution de motos électriques abordables et d'étendre notre réseau d'échange de batteries. Avec le soutien d'Africa Go Green et de Cygnum Capital, nous réduisons les émissions, améliorons les revenus des conducteurs et créons des emplois grâce à la capacité de production locale », a déclaré Jakob Hornbach, PDG de GOGO Electric. Ce nouvel appui s'ajoute à d'autres financements structurants obtenus par l'entreprise pour soutenir le renforcement de la capacité de son outil industriel. Début avril 2025, GOGO Electric a levé 3 millions USD en fonds propres auprès de Uganda Development Bank (UDB) pour renforcer la fabrication locale de véhicules électriques. Ce soutien public, combiné à celui d'acteurs internationaux comme Electrifi (1,6 million USD en 2024) ou AGG, permet à l'entreprise d'accélérer l'assemblage de batteries, d'élargir sa capacité de production et de développer la première usine semi-automatisée de batteries lithium-ion du continent, avec une capacité potentielle de 60 000 unités par an.

PORTÉES PAR LES ANNONCES SINO-AMÉRICAINES

Les Bourses mondiales démarrent la semaine à la hausse

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse de 0,37%, la Bourse de Francfort prenait 1,56%, et celle de Paris prenait 1,37%. Le billet vert grimpait nettement, de 0,3% face à la monnaie japonaise.

Les Bourses mondiales et le dollar bondissent lundi, soutenus par les négociations commerciales entre Pékin et Washington, les deux puissances économiques ayant annoncé la suspension pour 90 jours d'une partie de leurs droits de douane punitifs dans un communiqué commun.

En Asie

Les Bourses asiatiques et le dollar grimpent de concert lundi, dans des marchés rassurés par les «progrès» annoncés suite aux pourparlers commerciaux du week-end entre Chine et États-Unis, fragile éclaircie dans la guerre douanière. À la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en hausse de 0,37% à 37.644,26 points, et l'indice élargi Topix de 0,31% à 2742,08 points. La Bourse de Séoul a progressé de 1,17%, Taipei de 1,03%. L'indice Hang

Seng de la Bourse de Hong Kong a bondi de 3,34% à 23.630 points lundi à l'annonce, via un communiqué commun de la Chine et des États-Unis, de la suspension pendant 90 jours d'une partie de leurs droits de douane punitifs. La suspension des surtaxes mises en œuvre après la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump doit prendre effet «d'ici le 14 mai», précise le document.

En Europe

Les Bourses européennes évoluent en forte hausse à l'ouverture lundi, portées par les négociations commerciales entre Pékin et Washington au sujet des droits de douane, dont les premières annonces étaient dévoilées à l'ouverture des marchés. L'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, prenait 1,25% vers 11h, pour s'établir à 7841,55 points. La Bourse de Francfort prenait 1,1%, peu

après avoir touché un nouveau sommet en séance à 23.911,98 points. Milan prenait 1,62% et Londres 1,1%.

Dollar revigoré, or terni, bitcoin au plus haut

Vers 07H30 GMT, la devise américaine grimpait de 1,5% à 147,54 yens pour un dollar, et de 1,12% face à la monnaie unique européenne à 1,123 dollar pour un euro. La guerre commerciale engagée par Washington a entraîné ces derniers mois un vif repli du dollar, sous la pression de perspectives économiques assombries. Logiquement, l'or, valeur refuge par excellence, piquait du nez, cédant 1,6%

à 3273 dollars l'once. À l'inverse, le bitcoin a bondi dans les échanges asiatiques, se hissant au-dessus de 105.000 dollars pour la première fois depuis début février.

Pétrole en petite hausse

Le marché pétrolier profite modérément du regain d'optimisme des investisseurs sur la guerre commerciale, mais voit ses gains limités par les inquiétudes persistantes sur l'abondance de l'offre d'or noir face à une demande fragile. Vers 02H30 GMT, le baril de WTI américain gagnait 0,31% à 61,21 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,28% à 64,08 dollars.

MARCHÉS EN ASIE

Bourses et dollar grimpent après les discussions sino-américaines

Les Bourses asiatiques et le dollar grimpent de concert lundi, dans des marchés rassurés par les "progrès" annoncés suite aux pourparlers commerciaux du week-end entre Chine et États-Unis. A la Bourse de Tokyo vers 02H20 GMT, l'indice vedette Nikkei grimpait de 0,11% à 37.546 points, mais l'indice élargi Topix cédait 0,08%. La Bourse de Séoul grimpait de 0,62%, Taipei de 1,07% et Sydney de 0,3%. A Hong Kong, l'indice Hang Seng progressait de 1,22%. L'indice composite de Shanghai gagnait 0,67%, celui de Shenzhen 1,15%. Les investisseurs sont marqués par un relatif optimisme après l'ouverture durant le week-end de négociations entre haut responsables chinois et américains en Suisse sur l'offensive commerciale engagée par les droits de douane prohibitifs de Donald Trump. Pékin a fait état de "progrès importants" et Washington de "progrès substantiels". "Bien que les détails n'aient pas encore été révélés, les attentes d'avancées dans ces négociations apporteront un

soutien" aux marchés, commentent les experts de Tokai Tokyo Intelligence. Vers 02H30 GMT, la devise américaine progressait nettement, illustrant le regain d'appétit des investisseurs pour les actifs jugés plus risqués, au détriment des traditionnelles devises refuges comme le yen et le franc suisse. Le billet vert grimpait de 0,3% face à la monnaie japonaise, à 145,80 yens pour un dollar. Logiquement, l'or, valeur refuge par excellence, piquait du nez, cédant 1,6% à 3.273 dollars l'once. A l'inverse, le bitcoin a bondi dans les échanges asiatiques, se hissant au-dessus de 105.000 dollars pour la première fois depuis début février. Le marché pétrolier profite modérément du regain d'optimisme des investisseurs, mais voit ses gains limités par les inquiétudes persistantes sur l'abondance de l'offre d'or noir face à une demande fragile. Vers 02H30 GMT, le baril de WTI américain gagnait 0,31% à 61,21 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,28% à 64,08 dollars.

GRÂCE À L'ACCORD SINO-AMÉRICAIN

Le CAC 40 part à l'assaut des 7900 points

L'heure est au soulagement et à la hausse sur les Bourses européennes. La rencontre entre la Chine et les États-Unis ce week-end en Suisse a débouché sur une nette réduction des droits de douane pendant 90 jours. Au cours de cette période, les deux parties continueront leurs discussions. Les secteurs les plus exposés à la Chine, comme le luxe, et aux droits de douane, comme l'automobile, bondissent. Menacé d'une forte baisse des prix aux États-Unis, le secteur pharmaceutique est sous pression. Vers 12 heures, le CAC 40 gagne 1,62% à 7869 points et l'EuroStoxx50, 1,92% à 5412 points. En Europe, Unicredit (+3,78% % à 55,80 euros) est bien classée au sein de l'indice italien

FTSE MIB après avoir rehaussé ses objectifs 2025. L'action de la banque italienne avait reculé lors de leur présentation début février. Unicredit anticipe désormais un bénéfice net ajusté en hausse et non plus stable. Les revenus sont attendus à environ 23,5 milliards d'euros contre milliards d'euros auparavant. S'agissant des opérations de fusions & acquisitions, la banque italienne a indiqué qu'elles seront poursuivies si elles améliorent le modèle inégalé d'UniCredit dans l'intérêt de toutes les parties prenantes. A Paris, Emeis (+ 8,38 % à 11,926 euros) signe la deuxième plus forte hausse du SBF 120. L'action du spécialiste des maisons de retraite et des cliniques de soins médicaux et de réadaptation est

portée par une publication trimestrielle confirmant l'amélioration de sa performance opérationnelle. Pour rappel, depuis la parution du livre Les Fossoyeurs fin janvier 2022, l'action a perdu plus de 99 % de sa valeur, mais affiche un rebond de plus de 81 % depuis le début de l'année. Lundi, le groupe a dévoilé un chiffre d'affaires en croissance de 5,2 %, ou de 6,2 % en organique, à 1,445 milliard d'euros. Les titres des grands laboratoires européens débutent la semaine dans le rouge, affectés par les nouvelles déclarations de Donald Trump. Ainsi, Sanofi chute de 5,57% à 87,67 euros. Ce week-end, sur son réseau social Truth, le président des États-Unis a confirmé

qu'il signerait lundi matin à 9h (15h à Paris) un décret pour réduire " presque immédiatement " de 30 à 80 % les prix des médicaments sur ordonnance et de certains produits pharmaceutiques.

Les chiffres macroéconomiques du jour

Les détails de l'accord conclu entre les États-Unis et la Chine ont été révélés. Les deux pays se sont accordés sur des réductions importantes des droits de douane pendant 90 jours, selon Bloomberg. Les États-Unis réduisent leurs droits de douane sur les produits chinois de 145 % à 30 %. La Chine réduit ses droits de douane sur les produits américains de 125 % à 10 %.

" L'accord entre les États-Unis et la Chine - de loin les deux plus grandes économies du monde - réduit les risques d'une récession déclenchée par l'escalade des conflits commerciaux et devrait également réduire les risques inflationnistes aux États-Unis ", souligne Commerzbank. L'économiste fait également remarquer qu'il devient de plus en plus clair que les États-Unis considéreront à l'avenir un taux douane de 10 %, comme une limite inférieure. " Par rapport au taux effectif applicable jusqu'au début de l'année, il s'agirait encore d'un quasi quadruplement, avec l'impact correspondant sur les flux commerciaux, l'inflation et les décisions d'investissement ", prévient-il.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 12 Mai 2025 Valeur : 14 Mai 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.6336	133.6486
1	EUR	EURO		148.3734	148.4168
1	GBP	POUND STERLING		175.9263	175.9460
100	JPY	JAPANESE YEN		90.3357	90.3581
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5209	18.5247
1	CHF	SWISS FRANC		158.1463	158.1827
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.6165	95.6751
1	DKK	DANISH KRONE		19.8910	19.8956
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.5615	13.5877
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7836	12.7896
1	AED	UAE DIRHAM		36.3767	36.3907
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.6280	35.6330
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.7222	434.9125
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1814	44.6255
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.4452	14.4468
1	LYD	LIBYAN DINAR		24.3231	24.4478
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3468	3.3572
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.4388	180.4388

ALLEMAGNE

L'économie du pays en berne pour une troisième année consécutive, du jamais-vu depuis 1949

Le ministre allemand de l'Economie a revu les prévisions de croissance du pays à la baisse, mercredi 24 avril, pour atteindre 0 % en 2025. Outre-Rhin, la presse parle du "plus long marasme économique de l'histoire de la République fédérale" depuis sa création en 1949.

En Allemagne, le passage à vide de l'économie prend des dimensions historiques", entament Les Echos. Le gouvernement allemand a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour l'année 2025. "Il table sur un produit intérieur brut inchangé, après deux années consécutives de récession", note L'Opinion. Outre-Rhin, le constat est sévère. La Deutsche Welle rappelle que "l'Allemagne est la seule économie du G7 à ne pas avoir connu de croissance au cours des deux dernières années [-0,3 % en 2023 et -0,2 % en 2024], et [qu'] elle est en passe de connaître une troisième année sans croissance en 2025". "Il s'agirait du plus long marasme économique de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne" depuis sa création en 1949, renchérit la Süddeutsche Zeitung. Lors d'une conférence de presse sur les prévisions économiques de printemps, le ministre écologiste sortant de l'Eco-

nomie et du Climat, Robert Habeck, a expliqué que "l'économie allemande est à nouveau confrontée à des défis majeurs en raison de la politique commerciale imprévisible des États-Unis" [Financial Times].

La faute à Donald Trump

"Les droits de douane américains, qui comprennent un droit de douane général de 10 % sur toutes les importations et un droit de douane de 25 % sur les voitures, l'aluminium et l'acier, devraient frapper durement les principaux secteurs d'exportation de l'Allemagne, tels que l'industrie automobile et l'industrie pharmaceutique", confirme la Deutsche Welle, rappelant au passage que "les États-Unis sont le premier partenaire commercial de l'Allemagne". "Nous avons donc tout intérêt à ce que l'UE et les États-Unis trouvent une solution au différend tarifaire", a ainsi conclu Robert Habeck.

"La situation va s'améliorer en Allemagne – la seule question est une fois de plus : quand ?" ironise la Süddeutsche Zeitung. Pour Robert Habeck, "le produit intérieur brut augmenterait probablement d'un pour cent en 2026". Grâce notamment à un vaste plan d'investissement de 500 milliards d'euros, voté fin mars par le Bundestag et destiné à la rénovation des infrastructures, ainsi qu'à "l'exemption quasi totale des dépenses de défense du frein à l'endettement, [qui] commenceraient alors à avoir un impact économique", indique le journal bavarois. Le redressement économique est d'ailleurs la priorité du contrat de coalition signé entre les conservateurs et les sociaux-démocrates. L'objectif du gouvernement issu des élections de février est "de ramener la croissance potentielle nettement au-dessus de 1 %", indique le document de 144 pages cité par Les Echos.

SUISSE

L'économie sera légèrement plus faible que prévu en 2025

La conjoncture économique en Suisse sera légèrement plus faible en 2025 que ce qui était prévu par les économistes du Centre d'études conjoncturelles (KOF) zurichois en décembre dernier. Ils s'attendent désormais à une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 1,2%, contre 1,3% antérieurement, une inflation moins prononcée et un chômage un peu plus élevé. Pour 2026, les prévisionnistes calculent une hausse PIB de 1,8%, contre 1,6% en décembre, et de 1,7% dans cinq ans. Corrigé des variations du sport, le PIB s'accroîtra selon eux de 1,4% cette année (1,5%), 1,6% en 2026 et 1,6% dans cinq ans (1,7%), selon un communiqué paru lundi. Ils prévoient également une augmentation moins importante des investissements réels en capital cette année que lors de l'enquête précédente. La valeur consensuelle pour l'évolution de l'année en cours est désormais de +1,3%, contre +1,8% en décembre et de +2,0% pour l'année prochaine. La révision à la baisse de 0,5 point de pourcentage pour 2025 est en grande partie due à l'évaluation des investissements en équipement. Selon les participants à l'enquête, ces derniers devraient augmenter de 1,0% cette année, contre 1,6% auparavant, et de 2,1% l'an prochain. Les prévisions concernant les investissements dans la construction ont aussi été revues à la baisse, avec une croissance de 2,0% pour l'année en cours, contre 2,1% en décembre, et de 1,7% pour 2026. L'inflation est quant à elle attendue en moyenne à 0,5% pour 2025, 0,8% pour 2026 et 1,0% dans cinq ans. Les prévisions pour cette année ont été abaissées de 0,1 point de pourcentage, tandis que les prévisions pour les cinq prochaines années restent totalement inchangées.

DROITS DE DOUANES

Américains et Chinois font état de progrès importants dans leurs négociations commerciales

Américains et Chinois ont parlé d'une même voix à l'issue de deux jours de discussions à huis clos tenues à Genève sur l'épineux dossier des droits de douane, les deux parties faisant état d'importantes avancées dans leurs négociations. "Progrès importants" selon les Chinois, "progrès substantiels" pour les Américains: les deux

plus grandes puissances économiques, engagées dans un bras de fer commercial depuis l'imposition de droits de douane prohibitifs par Donald Trump, diffuseront lundi un communiqué commun sur ce dossier. Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a affirmé dimanche que les discussions avaient permis de faire "des progrès substantiels", dans une

brève déclaration à la presse à l'issue de la rencontre de deux jours avec le vice-Premier ministre chinois He Lifeng. Ce dernier lui a emboîté le pas quelques heures plus tard en évoquant devant les journalistes des "progrès importants" après deux jours de discussions qu'il a qualifiées de franches, approfondies et substantielles. Pékin et Washington se sont mis

d'accord pour pour établir "un mécanisme de consultation" sur le commerce, a souligné He Lifeng. Les divergences commerciales entre les deux pays, pourtant enflammées par une guerre des droits de douane, "ne sont pas aussi grandes que l'on pouvait l'imaginer", a ajouté Jamieson Greer, le représentant américain au Commerce, devant les journa-

listes en Suisse. Samedi soir, commentant les discussions à Genève, le président américain Donald Trump avait semblé vouloir repartir à zéro, après avoir imposé des droits de douane toujours plus élevés aux centaines de milliards de dollars de produits chinois importés aux États-Unis. Pékin avait répondu du tac au tac.

DROIT DE DOUANE

Les premiers produits chinois taxés à 145% arrivent dans les ports américains

Les ports de Los Angeles et Long Beach, les plus fréquentés des États-Unis, ont vu arriver sept navires en provenance de Chine et transportant quelque 12.000 conteneurs de marchandises pour Amazon, Home Depot, Ikea ou encore Ralph Lauren. Les droits de douane de 145% ciblant les produits chinois entrant aux États-Unis deviennent concrets. Alors que Washington et Pékin négocient en Suisse une désescalade de la guerre commerciale, les premiers conteneurs maritimes transportant des produits

chinois frappés par les surtaxes américaines ont commencé à arriver dans les ports américains. Selon CNBC, sept navires partis de Chine et transportant plus de 12.000 conteneurs sont arrivés dans les ports californiens de Los Angeles et de Long Beach et devraient être suivis par cinq navires supplémentaires dans les prochains jours. Dans ces conteneurs figurent des produits chinois variés, des articles ménagers aux meubles en passant par les vêtements, pour de grandes entreprises comme Amazon, Home Depot,

Ikea ou encore Ralph Lauren. Malgré les inquiétudes autour de la demande intérieure et du ralentissement économique, ces grands groupes font le choix de l'importation afin de se réapprovisionner en produits de catégories considérées comme essentielles. Vendredi, Donald Trump a suggéré d'abaisser à 80% les droits de douane ciblant les produits chinois, ce qui pourrait renforcer la confusion générée par ces dispositions tarifaires auprès des entreprises qu'évoque Brian Bourke. "Cette confusion les a conduits à modifier et à mettre à jour

continuellement leurs scénarios de planification, gelant toute autre décision commerciale, explique à CNBC le directeur commercial mondial du groupe américain SEKO Logistics. "Nombre de nos clients ont fixé le prix et vendu leurs produits ou projets avant l'annonce des montants des droits de douane. Compte tenu de la rapidité, de la sévérité et de la quantité de nouvelles dispositions tarifaires annoncées, ils ne sont pas en mesure de modifier le prix des articles déjà vendus et arrivant en mai et juin, voire au-delà."

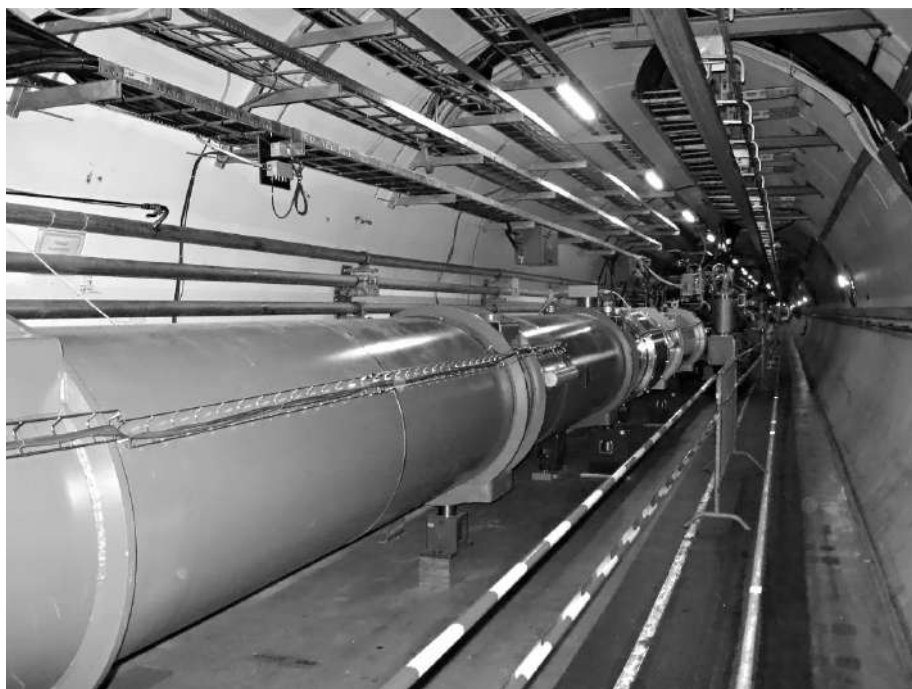
Transformer le plomb en or, c'est technologiquement possible, mais il y a un hic

Des chercheurs du CERN ont réussi à transformer des noyaux de plomb en atomes d'or. Le phénomène est confirmé sur le plan physique, mais les conditions pour y parvenir le rendent inutilisable en dehors du laboratoire.

Changer un métal en un autre. Pendant des siècles, des alchimistes ont cherché comment produire de l'or à partir du plomb. Leur idée n'était pas absurde. Elle attendait juste que la science avance. Au CERN, à Genève, des expériences menées entre 2015 et 2018 ont permis d'observer cette transformation à l'échelle atomique. L'équipe a publié ses résultats dans la revue *Physical Review C*, en mai 2025. Le plomb peut devenir de l'or. Mais dans des conditions si extrêmes que le phénomène reste hors d'atteinte pour tout usage pratique.

Créer de l'or demande un accélérateur, des collisions et beaucoup d'énergie

Le plomb contient 82 protons. L'or en contient 79. Il faut donc en retirer trois pour provoquer la transformation. À l'échelle du noyau, cela implique une réaction nucléaire. Les chercheurs utilisent pour cela le Grand collisionneur de hadrons (LHC), un tunnel circulaire de 27 kilomètres enfoui sous terre entre la Suisse et la France. Dans ce dispositif, des ions lourds sont accélérés puis lancés l'un contre l'autre à des vitesses proches de celle de la lumière. Leurs champs électromagnétiques entrent en interaction, même sans collision directe. Ce type de réaction, appelé « collision ultra-périphérique », peut entraîner l'émission de protons ou de neutrons. Si le plomb perd exactement trois protons, il devient de l'or. C'est rare, mais la transformation se produit. Les expériences montrent aussi que



d'autres éléments apparaissent, comme le mercure ou le thallium. Les noyaux obtenus sont analysés à partir des particules secondaires qu'ils produisent. Les chercheurs s'appuient sur des modèles comme RELDIS pour comparer les prédictions théoriques avec les mesures effectuées. Le taux d'accord est bon, mais les écarts atteignent parfois 25 %, ce qui montre que certains paramètres doivent encore être ajustés. Ces observations intéressent les spécialistes de physique nucléaire. Elles permettent de mieux comprendre les mécanismes qui agissent dans des milieux extrêmes, comme les supernovas ou les collisions d'étoiles à neutrons, où naissent les éléments les plus lourds de

l'univers.

L'or obtenu n'est ni visible, ni exploitable, ni durable

La quantité produite reste microscopique. Pendant quatre ans d'expérience, le LHC n'a généré que quelques noyaux d'or, chacun présent pendant une fraction de seconde. « Le total reste des milliers de milliards de fois inférieur à la quantité qu'il faudrait pour fabriquer un bijou », rappelle le CERN. Il est donc impossible d'en extraire une quelconque valeur matérielle. D'autres limites techniques s'ajoutent. L'énergie nécessaire à cette transformation est immense. Le fonctionnement

d'un accélérateur comme le LHC mobilise des installations lourdes, des milliers de capteurs, et des équipes entières chargées d'analyser les données. À ce jour, aucun procédé industriel ne permettrait de reproduire ce phénomène à plus grande échelle. L'instabilité des produits formés complique aussi l'équation. Certains noyaux se désintègrent très rapidement. D'autres deviennent radioactifs. Même dans les rares cas où un atome d'or stable apparaît, il ne persiste pas assez longtemps pour être isolé. Le rêve des alchimistes, lui, prend une tournure inattendue. La méthode existe, mais elle demande des conditions extrêmes et ne produit rien d'utile. Ce qui comptait comme un mythe devient une réalité scientifique, sans conséquence économique. Les chercheurs l'ont démontré dans un cadre strictement expérimental. L'intérêt est ailleurs. Les données récoltées aident à affiner les modèles de réaction nucléaire, à prévoir le comportement des noyaux instables, et à améliorer la compréhension des interactions fortes. Ces recherches croisent aussi les enjeux de sûreté nucléaire, de gestion des déchets radioactifs, ou d'astrophysique théorique. La transmutation existe. Elle n'a plus rien de mystique. Elle s'observe dans les chambres de détection du CERN, dans le sillage des photons gamma, au cœur de collisions orchestrées à l'échelle subatomique. Mais elle ne remplit pas de coffres.

Source :Physical Review Journals

Apple miserait sur Claude d'Anthropic pour développer des applications

Apple regarde le marché pour élaborer des outils de codage alimentés par l'IA. La firme américaine aurait retenu le modèle Claude d'Anthropic dans ce domaine. Elle pourrait également travailler avec d'autres entreprises. De plus en plus de développeurs se tournent vers les assistants de codage à base d'IA pour créer des applications. Apple veut s'engager dans cette voie pour accompagner les programmeurs dans la création d'applications mobiles. Pour cela, la firme de Cupertino a sondé le marché et selon Bloomberg, elle aurait arrêté son choix sur Anthropic pour construire ses outils de codage. Cette initiative reflète l'intérêt croissant pour une tendance de développement dite du « vibe coding » où la programmation est gérée entièrement par l'IA. « Les nouvelles fonctionnalités intégrant l'approche d'Apple seront ajoutées à son environnement de développement Xcode, qui pourrait utiliser le modèle d'IA Claude Sonnet d'Anthropic », a rapporté Bloomberg. Cela fait un certain temps qu'Apple espère intégrer de l'IA dans Xcode.

Claude, l'outil de développement d'IA par excellence

La réputation de Claude ne cesse de croître parmi les développeurs, si bien que le chatbot est très utilisé par la communauté de l'IA pour toute une série de tâches différentes. Pour Mitch Ashley, vice-président et responsable des pratiques, DevOps et développement d'applications chez The Future Group, « Claude Code d'Anthropic est l'outil de développement d'IA par excellence du développeur ». Si ces informations sont correctes, un rapprochement avec Apple semble parfaitement logique. Pour l'instant, Apple n'a rien dit à propos de ces projets, et l'entreprise ne dira sans doute rien avant la WWDC du mois prochain, si elle a lieu. L'article indique que dans un premier temps, Apple prévoit de déployer le logiciel en interne, mais qu'elle reste « indécise » sur un lancement public. Cependant, il risque de fortement décevoir sa communauté de développeurs s'il n'annonce rien de ce genre.

Quid de Swift Assist ?

Apple développe en interne la technologie Swift Assist annoncée précédemment. Elle devait être livrée l'année dernière, mais rien n'a encore été proposé. On suppose que le développement de Swift Assist, comme celui de tant de choses promises pour Siri, est à la peine et que le logiciel n'est toujours pas prêt. Nous ne savons pas vraiment pourquoi, mais une propension aux hallucinations pourrait être en cause. Depuis, Apple a réorganisé les équipes de direction de Siri. L'entreprise a fait appel à ses meilleurs ingénieurs pour relancer les efforts visant à apporter plus d'IA à Siri. Ce travail est important pour Apple. L'entreprise a écarté, voire discrètement rétrogradé, certains dirigeants, pour permettre à d'autres équipes de prendre un nouveau départ pour résoudre les problèmes laissés en suspens. Dans cette ultime tentative de sauvetage, l'objectif d'Apple est d'améliorer Siri « par tous les moyens, y compris en s'appuyant sur des solutions tierces si cela s'avère judicieux, plutôt que de

continuer à labourer un terrain qui n'a pas encore porté ses fruits. C'est probablement le sens de ce partenariat avec Anthropic, qui suggérant que Swift Assist sera soit une suite d'outils plus limitée que prévue, soit une sorte d'intégration avec des logiciels tiers comme Claude. Bien entendu, tant que les rumeurs n'auront pas été confirmées par les canaux habituels, le modèle de déploiement réel restera de l'ordre de la conjecture. C'est peut-être aussi le cas au sein d'Apple, dont la stratégie de mise sur le marché semble encore indécise, si l'on en croit l'article de Bloomberg.

Intérêt de Claude ?

Claude d'Anthropic a été conçu pour traiter des tâches plus avancées que la reconnaissance de formes ou la génération de texte, puisque Claude peut créer du HTML, du CSS, du code de débogage et transformer des images en données JSON structurées. Ces capacités ont une utilité évidente pour les développeurs d'applications, car elles permettent de réduire les coûts et d'augmenter la

productivité. Apple sait également qu'elle doit fournir des outils de ce type, car ils sont de plus en plus attendus par les développeurs : tous les principaux développeurs de systèmes d'exploitation les adoptent. C'est en tout cas ce qu'espère Dario Amodei, le CEO d'Anthropic. En mars, il a expliqué que, dans un délai de trois à six mois, l'IA serait capable d'écrire le code pour les ingénieurs logiciels et que, dans un délai d'un an, elle pourrait générer chaque ligne de code. « Je suis assez inquiet pour les emplois dans ce domaine », a-t-il déclaré, avertissant qu'il y aurait d'autres conséquences à l'avenir. Selon M. Amodei, si les humains sont aujourd'hui nécessaires pour créer du code qui satisfait les gens, avec le temps, l'IA apprendra à le faire toute seule. « Tous les secteurs sont concernés », a-t-il avancé. Si cela se confirme, des événements en physique pour développeurs, comme celui de Cupertino, qui limite aujourd'hui le nombre de participants, seront un jour assez grands pour accueillir tous les développeurs humains existant d'Apple.

Sur cette voiture, il faut changer de pneus tous les 60 km !

La Bugatti Bolide impressionne par ses performances tout simplement hors normes, avec une puissance et une vitesse capables de laisser n'importe quelle autre voiture sur place. Mais cette supercar extrême cache un défaut surprenant : ses pneus, malgré leur qualité haut de gamme, s'usent après seulement 60 kilomètres d'utilisation intensive. Quand on sait que le jeu de gomme coûte environ 7 000 €, mieux vaut y aller doucement. Acheter une Bugatti Bolide, c'est avoir les reins (et le compte en banque) très solides.

Bugatti Bolide : 4 millions d'euros, 60 km de plaisir

La Bugatti Bolide, c'est ce qu'on appelle une voiture d'exception — et pas seulement en raison de ses 1 600 chevaux ou de sa vitesse de pointe vertigineuse de 380 km/h. Véritable monstre de circuit, cette hypercar incarne la démesure à la française, produite en seulement 40 exemplaires pour le monde entier. Chaque détail de la Bolide est pensé pour la performance absolue, au point de rendre presque absurde son usage au quotidien. Mais ce bijou mécanique cache aussi une surprise pour le moins inattendue : ses pneus ne durent qu'environ... 60 kilomètres. (Et non, il ne manque pas un zéro). Cela signifie qu'après un court instant sur circuit, vous devrez déjà prévoir un remplacement complet du jeu. Une spécificité qui en dit long sur la nature extrême du véhicule. Pourquoi une telle usure ? Tout simplement parce que la Bugatti Bolide n'est pas une voiture de route. Ce n'est pas vraiment une supercar "domptable". Ce n'est même pas une voiture que l'on gare à côté de son yacht ou de son hélicoptère privé. Non, c'est une hypercar entièrement dédiée à la piste, où chaque composant est calibré pour offrir des performances sans compromis. Et cela inclut les pneus. La Bolide est livrée avec deux types de gomme bien distincts. Le premier est constitué de pneus dits "de transport" — des pneus très fins, utilisés uniquement



pour déplacer la voiture lors de livraisons ou de stationnements sur camion. Inutilisables en conduite réelle. Le second type, ce sont des slicks haute performance, semblables à ceux utilisés en compétition, conçus pour offrir un maximum d'adhérence sur sol sec. Mais leur efficacité a un prix : environ 7 000 € le jeu et leur durée de vie est extrêmement limitée.

Le témoignage (un peu douloureux) de Manny Khoshbin

C'est l'homme d'affaires et YouTuber américain Manny Khoshbin qui a récemment levé le voile sur ce détail dans une vidéo publiée sur sa chaîne. Propriétaire d'un impressionnant garage composé de McLaren, Pagani, Bugatti et autres joyaux moto-

risés, Khoshbin a récemment pris possession de sa propre Bolide. Enthousiaste mais réaliste, il confie : "Je dois changer les pneus tous les 36 miles."

Ce qui équivaut à environ 58 kilomètres. Une donnée qui a fait sourire la communauté automobile... tout en rappelant à quel point l'entretien de ce genre de voiture est réservé à une élite. Mais ce n'est pas le seul point technique à surveiller. Les pneus slicks de la Bolide doivent également être préchauffés à des températures bien précises : pas plus de 80°C sur le sec et pas plus de 30°C sous la pluie. Une contrainte digne d'un paddock de Formule 1. Autant dire qu'il vous faudra presque une équipe d'ingénieurs pour simplement faire un tour de piste.

Une révision qui coûte aussi cher qu'une voiture

Mais ce ne sont pas seulement les pneus qui font exploser le budget. Chez Bugatti, tout est calibré pour l'ultra-performance... et l'ultra-coût. Une simple révision de la Bolide peut grimper jusqu'à 25 000 €. Il faudra aussi ajouter à cela les frais de transport, le stockage, l'assurance ou encore le carburant pour alimenter le W16 qui réclame 24 L/100 km. En somme, la Bugatti Bolide est tout sauf une voiture pratique. C'est une œuvre roulante, une déclaration d'ingénierie extrême, pensée pour repousser les limites mécaniques de ce qu'un véhicule peut accomplir. Son nom — Bolide — n'est pas usurpé : elle file comme une étoile filante, mais elle brûle tout sur son passage, pneus compris.

Moralité : mieux vaut la regarder que la conduire ?

La Bugatti Bolide, c'est un peu comme un grand cru millésimé : on admire, on savoure par petites doses, mais on ne vide pas la bouteille en une soirée. Car chaque minute au volant coûte littéralement une fortune. Mais pour ceux qui en ont les moyens, c'est peut-être ça, le vrai luxe : la possibilité de brûler toute la gomme en seulement 60 kilomètres à bord d'une voiture à 4 millions d'euros — avec le sourire.

Les sièges arrière du Volkswagen ID.Buzz sont trop spacieux et ça pose problème aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, l'agence des transports NHTSA dispose d'un véritable pouvoir pour imposer des mesures fortes aux constructeurs automobiles. C'est souvent favorable aux consommateurs, en limitant par exemple le risque de voir des problèmes de fiabilité récurrents se prolonger pendant trop longtemps. Mais dans le cas du rappel que cet organisme vient d'exiger pour le Volkswagen ID.Buzz, il n'est pas sûr du tout que les clients en sortent gagnants : les sièges de ce fourgon électrique sont jugés trop larges ! L'appétit des Américains pour les grosses voitures n'a rien d'une légende. D'ailleurs, outre-Atlantique, le Volkswagen ID.Buzz n'existe que dans sa version à empattement rallongé, longue de 4,96 m. Il peut ainsi accueillir jusqu'à sept passagers. Contrairement à ce qui se passe souvent, sa troisième rangée de sièges se montre même très confortable... mais ça ne va peut-être pas durer. L'agence de transports américaine NHTSA a en effet sommé la marque allemande d'organiser un rappel pour une raison insolite. Il est reproché à l'ID.Buzz d'avoir des places du fond... trop spacieuses. Elles sont en effet tellement larges qu'il serait

possible d'y installer trois personnes pas trop corpulentes, alors qu'il n'y a que deux ceintures. C'est incompatible avec les normes de protection en cas de crash qui sont en vigueur outre-Atlantique, et les livraisons du véhicule ont même dû être interrompues le temps de trouver une solution.

Des sièges arrière bientôt moins confortables pour l'ID.Buzz américain

5 637 exemplaires d'ID.Buzz sont par ailleurs susceptibles de devoir revenir en atelier aux Etats-Unis. Pour remédier à ce "problème" assez cocasse, Volkswagen prévoit tout simplement de limiter la largeur des sièges concernés en utilisant des pièces de garniture fixes et non rembourrées. Mais au passage, l'utilisation de ces assises risque aussi de devenir moins agréable ! Voilà donc un rappel que les propriétaires américains de ce "Combi moderne" risquent parfois de tarder à effectuer. Une autre campagne de retour au garage a été lancée quasiment en même temps pour le même modèle. Cette fois, elle était liée à un message d'alerte jugé insuffisamment clair en cas de défaillance du système de freinage ou de l'ABS.



Seulement deux petits rappels pour l'ID.Buzz en Europe

Aucune de ces deux opérations ne touche toutefois les versions européennes. Sur le Vieux Continent, l'ID.Buzz vient d'être visé par un nouveau rappel, en raison d'un problème au niveau du train avant qui pourrait dégrader sa tenue de route. Mais la plage de production concernée est extrêmement courte, si bien que seuls 12 véhicules dans le monde doivent être vérifiés selon le ministère des transports allemand KBA. Une précédente campagne avait par ailleurs eu lieu en janvier 2023, peu de temps après le lancement du modèle, en raison d'un risque de perte d'air inopinée sur les pneumatiques. Elle n'avait également pas affecté beaucoup de propriétaires puisque le KBA parle de 231 voitures au maximum sur la planète. Quant à l'affaire Takata, qui a éclaboussé de nombreux modèles Volkswagen, elle remonte beaucoup trop loin dans le temps pour qu'on retrouve ces airbags défectueux sur l'ID.Buzz, seulement commercialisé depuis l'automne 2022.

Diplomati- quement		Météore		Orna de porcelaine Petits meubles de salon		l' première page		Entractes		Chances		Agiles	
Affligeante		Abri douillet				Violoniste néerlandais				Style		Possessif	
Matériel de couchage								Ancienne mesure					
Carde-corps								Arbuste					
							Chariots						
							Millitre						
Fils de Zeus		Inventeur français (échelle de température)								Levant			
		Obscurités								Une mer			
					Sot	Arbuste						Otent	
Lequel				Champion								Indique la spécialité	
Pièce d'un vélo				Illettra			Austral					Affluent du l'rhin	
													Périodes longues
Écimo						Excité							
Célèbre dépêche						Anneaux de cordage							
								Assai- sonner					
			Pillé		Article espagnol			Arme rudimen- taire					
Désir		Avides		Mélodie						Hurler		Cale	
				Décret									
					Aides								
					Raire								
Déformer												Lycée techno- logique (initiales)	Agaçant
Fleuve russe		Poissons plats					Cuisinier						
		Déchiffrer					Parti politique français (initiales)	Dévotion					
								Frère de Fifi					
							Supplée					Île française	
Glacé anglaise				Rocher dangereux						Champ			
Fondée				Lavabo						Meurtris			
					Adverbe de lieu	Charge- ment					Fin d'infinitif		
						Direction					Marque la négation		
Existes				l're-tout									Camion- nette
Aluminium				Virus de l'hépatite			La Perse						
	Note de musique	Débauches						Augmenta					
								Pronom personnel					
		Comment !					Colère ancienne				On le souhaite		
Souverain					Terre				Demeurent				

MÉTaux PRÉCIEUX

L'or en baisse après des discussions sino-américaines

Les prix de l'or ont baissé lundi, les discussions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine se sont conclues sur une note positive, apaisant les inquiétude des investisseurs et réduisant leur intérêt pour cette valeur refuge. L'or au comptant a perdu 1,1%, tombant à 3.286,86 dollars l'once, tandis que les contrats à terme américains ont reculé de 1,6% à 3.291,60 dollars. Les négociations entre Washington et Pékin ont abouti à un "consensus important" selon les responsables chinois, qui annoncent le lancement d'un forum de dialogue économique. Les Etats-Unis ont salué un accord visant à réduire le déficit commercial américain.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 13 mai 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

BISKRA

Réception avant fin mai de 7 centres de proximité de stockage de céréales

Les capacités de stockage de céréales dans la wilaya de Biskra se renforceront " avant la fin du mois de mai courant " par la réception de sept nouveaux centres de proximité de stockage, a-t-on appris lundi auprès du directeur des services agricoles, Lahbib Bousri. Le même responsable a indiqué à l'APS que la wilaya de Biskra a bénéficié dans le cadre des efforts des pouvoirs publics d'augmentation des capacités de stockage des récoltes céréalières de huit centres de proximité dont un d'une capacité de 50.000 quintaux a été réceptionné à l'occasion de la commémoration des massacres du 8 mai 1945 et les sept autres le seront dans les prochains jours. Six de ces structures de stockage totalisant 400.000 quintaux seront réceptionnées dans la commune d'Oumeche et une dans la circonscription administrative d'El Kantara, a ajouté la même source. La production céréalière de la wilaya au terme de l'actuelle saison agricole devra atteindre plus de 500.000 quintaux à récolter sur une superficie globale de 35.000 hectares, selon le même responsable.

DIALOGUE SOCIAL

La ministre de la solidarité nationale reçoit le SG de l'UGTA

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji a reçu, lundi au siège du ministère, le Secrétaire général (SG) de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, dans le cadre du renforcement du dialogue avec le partenaire social et de la prise en charge des préoccupations et aspirations des travailleurs exprimées à travers la Centrale syndicale, a indiqué un communiqué du ministère. A cette occasion, la ministre a salué "le rôle important et historique de l'UGTA dans l'unification des rangs de la classe ouvrière algérienne et la défense des intérêts socio-professionnels des travailleurs", se félicitant de "ses efforts continus pour encadrer et organiser les rangs des travailleurs, en conformité avec les orientations des hautes autorités du pays visant à renforcer le front social". Elle a, en outre, affirmé sa disponibilité à "ouvrir des perspectives de coopération avec l'UGTA et à renforcer les canaux de dialogue avec ses cadres, pour contribuer à la promotion des droits et à la valorisation des acquis réalisés au profit des travailleurs du secteur de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme", ainsi qu'à "renforcer leurs capacités à travers la formation et l'encadrement en vue d'assurer une prise en charge optimale et une protection sociale de qualité au profit des catégories concernées". De son côté, M. Takdjout, accompagné de Mme Nora Akif, membre du Secrétariat général de l'UGTA, a exprimé la disposition de son organisation à "accompagner les efforts du ministère dans l'amélioration de la situation des travailleurs et de la qualité de l'action syndicale dans le secteur", en réaffirmant la contribution de l'Union à "l'enrichissement et au soutien des propositions adoptées par le secteur".

CHAMBRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE "CCI-M'ZI

La coopération algéro-britannique au centre d'une rencontre à Laghouat

Le renforcement de la coopération économique algéro-britannique a été au centre d'une rencontre tenue, lundi à Laghouat, à l'initiative de la Chambre du Commerce et de l'Industrie "CCI-M'zi". Initiée en coordination avec la direction du commerce de la wilaya, la rencontre a regroupé au siège de la direction du commerce des cadres et responsables du secteur du commerce, l'ambassadeur britannique en Algérie, James Robert Stephen Downer, et des opérateurs économiques locaux. Elle a permis de passer en revue, par le directeur du secteur, Mohamed Yousfi, les potentialités industrielles et agricoles que recèle la wilaya, notamment l'important champ gazier de Hassi R'mel.

Dans son exposé, M. Yousfi a présenté les infrastructures de base de la wilaya et les efforts déployés pour l'amélioration du climat des affaires et l'attrait de partenariats étrangers. Les opérateurs économiques ont, de leur côté, mis en exergue leurs projets et les voies de leur développement, à la lumière des défis économiques actuels. Dans son intervention, l'ambassadeur britannique a fait part du grand intérêt manifesté par son pays pour la consolidation du partenariat économique bilatéral, soutenant que la Grande Bretagne entend explorer de nouveaux domaines de coopération axés sur l'échange d'expériences et d'appui technique, notamment dans les secteurs de l'agriculture

et de l'industrie. Le diplomate a invité les opérateurs locaux à se rapprocher des services de l'ambassade britannique pour tirer profit des expériences de son pays dans les technologies de production agricole, notamment en termes d'utilisation des systèmes d'irrigation intelligents et de la télédétection en météorologie, en sus de la modernisation des petites et moyennes entreprises. Cette rencontre intervient dans le cadre des efforts visant la réalisation d'une croissance économique globale et durable à la faveur, notamment, de la consolidation du partenariat et de la coopération entre les opérateurs algériens et étrangers, selon les organisateurs.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

Plus de 65.000 qx de céréales attendus à Touggourt

Une production de 65.930 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Touggourt lors de la campagne moisson-battage lancée lundi par les autorités locales, au titre de l'actuelle saison agricole (2024/2025), a-t-on appris des services de la wilaya. Cette récolte prévisionnelle sera réalisée sur une surface globale de plus de 1.400 hectares (ha) principalement concentrée dans la daïra d'El-Hadjira, au Sud de la wilaya, a précisé la même source. La superficie emblavée en céréales



sous-pivots est répartie entre le blé dur (664 ha), le blé tendre (550 ha) et l'orge (270 ha), a-t-on expliqué. Lors du

lancement de la campagne moisson-battage au périmètre agricole Gueddachi à El-Hadjira, le wali de Toug-

gourt, Othmane Abdelaziz, a mis en avant l'importance des investissements dans la filière céréalière, conformément à la politique nationale visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire. D'importants moyens humains et logistiques, dont une vingtaine de moissonneuses et cinq tracteurs ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne. Par ailleurs, la wilaya de Touggourt a été renforcée par trois nouveaux centres de proximité de stockage des céréales d'une capacité totale de 15.000 tonnes.

RÉSEAU ALGÉRIEN DES FEMMES MÉDIATRICES

Réunion préparatoire pour l'élaboration d'une feuille de route

Le comité d'experts, chargé de la mise en place du Réseau algérien des femmes médiatrices pour la résolution des conflits régionaux et internationaux, s'est réuni, lundi à Alger, en vue d'élaborer la feuille de route y afférente. Dans une déclaration à la presse, le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaalani a indiqué que cette rencontre, première du genre, avait pour but, de "mettre en place un programme d'action et une feuille de route pour le Réseau algérien des femmes médiatrices tout en définissant les critères à remplir par les adhérentes". Selon M. Zaalani, les travail de l'instance se poursuit inlassablement pour annoncer officiellement "la création de ce réseau, le 10 décembre prochain, parallèlement à la célébration de la Journée internationale des droits de

l'Homme, soit 20 jours avant la fin du mandat de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité". Dans ce contexte, le même responsable a relevé que les travaux du comité intervenaient, quelque jours après la signature d'un accord avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), visant, "la formation d'un réseau de femmes algériennes contribuant au règlement des conflits régionaux et internationaux, en application de la résolution des Nations unies, en vue d'élargir la formation au profit des femmes en matière de médiation, de dialogue et de prévention des conflits". Soulignant le rôle que joue l'Algérie dans l'instauration de la paix et de la sécurité au double plan régional et international, M. Zaalani a rappelé son engagement en tant que membre non-permanent au Conseil de sécurité, à déployer des

efforts inlassables pour concrétiser la résolution onusienne relative au renforcement du rôle de la femme dans le règlement des conflits. De son côté, la présidente de la Commission permanente de la femme, de l'enfant et des catégories vulnérables de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Fatma-Zohra Kradja, a déclaré que le Réseau algérien des femmes médiatrices tend à "intégrer des compétences reconnues notamment au niveau internationale, notamment celles ayant contribué au règlement des conflits". Elle a en outre précisé que ledit réseau était constitué actuellement de 11 femmes, dans l'attente que le nombre atteigne 22, précisant que les membres du Réseau qui travaille sous la tutelle de l'Algérie, bénéficieront de formations permanentes, soit avant ou après l'annonce officielle de sa création.